BI-HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE PARAISSANT AU CONGO-BRAZZAVILLE

LA SEMAINE AFRICAINE

65ème année

www.lasemaineafricaine.net

N° 3708 du Vendredi 14 Juillet 2017 - 65e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro -Tél.: (+ 242) 06.678.76.94 / 05.528.03.94 / 06.889.98.99 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

XIe assemblée plénière de l'Acerac à Yaoundé (Cameroun)

Pour un enracinement en profondeur du dialogue œcuménique et interreligieux en Afrique centrale

Les archevêques et évêques de l'Acerac posant sur le perron du Palais des congrès de Yaoundé. (P.3)

Fespam (Festival panafricain de musique)

La 11e édition reportée sine die

(P.7)

Elections législatives et locales du 16 juillet 2017

Les observateurs de l'U.a souhaitent des élections justes, crédibles et fiables

(P.5)

C.h.u (Centre hospitalier et universitaire) de Brazzaville

La levée du préavis de grève conditionnée au paiement des salaires

(P.3)

Maître Sandra Célia M'BATCHI DHELLO BOUBAG, Notaire à Pointe-Noire,
En son Etude sise 357, Avenue Boulevard Charles De Gaulle (au-dessus de Super Sonic, face PARK N SHOP), Boîte Postale : 4003 ; Téléphone : (242) 05. 523.85.38; 06.631.74.01.

INSERTION LEGALE

Le Notaire ci-dessus nommé a, suivant acte authentique reçu le douze juin deux mille dix-sept, enregistré folio 107/21, numéro 4447, procédé à la création de la société présentant les caractéristiques suivantes:

Forme: Société A Responsabilité Limitée à caractère unipersonnel;
Dénomination: «AETOS»;

Objet: La société a pour objet, directement ou indirectement, en République du Congo et dans tous pays:
-Entretien et nettoyage;
-Apporteur d'Affaires;
-Vente de fourniture de bureau et matériel;
-Location de véhicule.

Et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, le tout pour son propre compte ou pour le compte des tiers;

Capital: FRANCS CFA UN MILLION (1.000.000);

Siège: Avenue de la Révolution, arrêt Dalco, quartier Mawata, Arrondissement III Tié-Tié, Pointe-Noire, République du CONGO;

Gérance: Par Monsieur Martial Max Cisy IKOTO;

R.C.C.M: la société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier tenu par le Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, sous le numéro CG fPNR/17 B 277 puis le dépôt effectué au Greffe du Tribunal de Commerce sous le numéro 17 DA 754.

Pour avis,

Maître Sandra Célia M'BATCHI-DHELLO BOUBAG.

Chambre départementale des Notaires de Pointe-Noire
Office Notarial Maître Paul Bernard BATIA / B.P : 4613 - Tél.: (242) 05.534.46.83 - E-mail: batia_paul@yahoo.fr- 95, Avenue Linguissi PEMBELLOT, rond-point ex-Bata, en diagonale de l'immeuble des Officiers 9 étages- Pointe-Noire- Congo / Paul Bernard BATIA, Notaire

INSERTION LEGALE

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale du conseil d'administration de la société «SIEMENS S.A», immatriculée à Bruxelles sous le numéro 0404.284.716, reçue en forme authentique par Maître Paul Bernard BATIA, Notaire soussigné, en date à Pointe-Noire du 21 décembre 2016, soumise, selon le voeu de la loi, à la formalité impérative de l'enregistrement, le vingt-deux décembre deux mille seize, à la recette de Pointe-Noire Centre, folio 226/11 n° 8725, le conseil d'administration a décidé et adopté, à l'unanimité, de:
- L'établissement au Congo-Brazzaville d'une succursale ;
- La nomination de Monsieur David VERBRUGGHEN, de nationalité belge, demeurant à Pointe-Noire, Centre-ville, né le 30 octobre 1975 à Soest (Belgique), en qualité de responsable de la succursale.
Le siège social de la succursale est à Pointe-Noire, Avenue Charles De Gaule, Centre-ville, et ses activités sont: l'installation, la mise en service et la maintenance des turbines sur les plates-formes des forages pétroliers en mer, avec mise à disposition du personnel nécessaire.
La succursale est, à ce jour, régulièrement constituée et enregistrée au Registre du commerce et du crédit mobilier, sous le n°CG/PNR/17 B 218.

Pour avis,

Le Notaire.

Maître Brice Gervais MOULOUNDOU
Notaire, titulaire d'un Office sis à Brazzaville, 1724 Ter, rue Albert MAMPIRI, Quartier Batignolles, Arrondissement IV Moungali / Tél.: 05 548-65-12/06 654-48-05
E-mail: mouloundou.notaire@gmail.com / REPUBLIQUE DUCONGO

SOCIETE GLOIRE ENTREPRISE
En abrégé «SOGEN»
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE / Au Capital de 1.000.000 F. CFA
Siège Social: Brazzaville, 161, rue Mouyondzi, Arrondissement VI Talangaï
RCCM CG/BZV/13 B 4179

AVIS DE MODIFICATION

Suivant Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE GLOIRE ENTREPRISE, en abrégé «SOGEN», reçu par Maître Brice Gervais MOULOUNDOU, en date à Brazzaville du 06 Juillet 2017 et dûment enregistré aux Domaines et Timbres de la recette de Bacongo, le 07 Juillet 2017, sous le Folio 118/7, n° 1374, les trois (03) Associés ont pris les résolutions suivantes:
- Modification de l'objet social par l'extension aux activités suivantes: Billetterie aérienne et Réservation d'hôtels - Distribution, Vente et Commerce des produits à usage courant - Production et Organisation-de tous types d'Evénements - Tour Opérateur et Assistance Voyage; - Import & Export;
- Création d'une Agence de voyages dénommée : «ANNAËLLE SERVICES», et dont l'adresse géographique est fixée à Brazzaville, 1803, Avenue des Trois Martyrs (Rond-point Ebina), Arrondissement V Ouenzé.
Compte tenu de l'importance des changements apportés au cours de cette Assemblée Générale Extraordinaire, les Associés ont décidé de la refonte complète des Statuts en conséquence.
Les actes et pièces relatifs au présent Avis ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, sous le numéro 17 DA 565 du 10/07/2017, conformément à la Loi, puis mention modificative a été prise au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier.

Pour avis et mention,
Maître Brice Gervais MOULOUNDOU,
Le Notaire

AVIS DE RECRUTEMENT

COMPAGNIE D'ASSURANCE DE LA PLACE CHERCHE

1 - UN CHEF DE SERVICE SINISTRES

Profil:
- Au moins BAC + 4 en Assurance avec minimum 3 ans d'expérience en gestion de risques divers et Auto dans le département sinistre d'une compagnie d'assurance;
- Ou au moins BAC + 4 en Droit privé, avec au minimum 5 ans d'expérience dans un service juridique et contentieux, ayant une bonne maitrise des procédures judiciaires et transactionnelles;
- Bonne capacité d'analyse et de synthèse;
- Compétences managériales.

2 - UN CONTROLEUR DE GESTION

Profil:
- BAC + 5 en Audit et contrôle de gestion;
- Parfaite maîtrise des outils bureautique et logiciels informatiques;
- au moins 2 ans d'expérience dans une compagnie d'assurance dans la même fonction ou 5 ans d'expérience dans un autre secteur d'activité dans la même fonction;
- Capacité d'analyse et de synthèse.

3 - UN RESPONSABLE COMMERCIAL (Délégué Régional)

Profil:
- Licence, maîtrise (sciences économiques, gestion, droit, commerce) ou équivalent dans une école d'assurance ou école supérieure de commerce
- Connaissances techniques de l'assurance pour apporter une dimension de conseil (analyse de risque, tarification);
- Maîtrise du management d'une ou plusieurs équipes de collaborateurs commerciaux (salariés et/ou non-salariés): être capable de motiver une force de vente, savoir recruter, former, assister les collaborateurs, puis gérer et contrôler les activités d'un réseau commercial;
- Excellent relationnel vis-à-vis des membres du réseau commercial, des services centraux de l'entreprise et de la clientèle;
- Connaissance approfondie des méthodes et techniques de commercialisation, particulièrement des produits d'assurance;
- Sens développé de la négociation;
- Bonne connaissance du tissu économique (régional ou local).

Vous voudrez bien nous faire parvenir votre candidature (CV détaillé + lettre de motivation) par courriel à l'adresse mail *recrutement285@gmail.com* avant le 31 juillet 2017

XIe assemblée plénière de l'Acerac à Yaoundé (Cameroun)

Pour un enracinement en profondeur du dialogue œcuménique et interreligieux en Afrique centrale

Réunis à Yaoundé, au Cameroun, du 8 au 16 juillet 2017, dans le cadre de leur XIe assemblée plénière triennale, les archevêques et évêques membres de l'Acerac (Association des conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale) ont planché sur le thème: *«L'œcuménisme et le dialogue interreligieux en Afrique centrale»*. La cérémonie d'ouverture solennelle de cette rencontre a eu lieu au Palais des congrès de Yaoundé, lundi 10 juillet, sous l'égide du ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, René Emmanuel Sadi, représentant personnel du Président camerounais, Paul Biya, en présence de NN.SS. Piero Pioppo, nonce apostolique au Cameroun et en Guinée équatoriale, Samuel Kleda, archevêque de Douala, président de la C.e.n.c (Conférence épiscopale nationale du Cameroun), président de l'Acerac et de tous les autres archevêques et évêques membres de l'association. Les membres du gouvernement, du corps diplomatique accrédité au Cameroun, et les représentants d'autres confessions religieuses ont relevé l'éclat de la cérémonie d'ouverture où il y avait aussi plusieurs autres invités.

Plusieurs temps forts ont marqué la cérémonie d'ouverture officielle de la Xlème assemblée plénière de l'Acerac. D'abord la prière d'ouverture présidée par Mgr Jean Mbarga, archevêque de Yaoundé, sous-tendue par le récit de Jésus dialoguant avec la Samaritaine dans l'évangile selon Saint Jean, où sous forme de prière universelle, quelques participants ont été choisis pour lire des intentions de prière à la fois en français, en anglais et en espagnol, suivi de l'exécution de l'hymne de l'Acerac par la chorale Saint Charles Lwanga d'Obili, du discours de l'Abbé Mesmin-Prosper Massengo, secrétaire général de l'Acerac qui a présenté le thème de la rencontre.

Il y a eu, ensuite, le discours d'accueil de Mgr Samuel Kleda, président de l'Acerac, la lecture, par le nonce apostolique, du mot de bénédiction de Sa Sainteté le Pape François signé du Cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'Etat du Vatican, la lecture du message du Cardinal Jean-Louis Tauran, président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux par Mgr Miguel Angel Ayuso Guixot, secrétaire dudit dicastère et enfin le discours du ministre René Emmanuel Sadi, qui a ouvert les travaux de cette rencontre.

Les archevêques et évêques de l'Acerac posant sur le perron du Palais des congrès de Yaoundé.

La trame des différentes interventions a convergé vers la paix, l'unité, la réconciliation et le pardon que les évêques d'Afrique centrale entendent prôner davantage au sein de la sous-région, mettant en évidence des exemples précis de la crise en Centrafrique, la situation de plus en plus cahoteuse dans la région du Pool au Congo et bien d'autres. Ils se préoccupent également de l'avenir de leurs institutions comme l'U.c.a.c (Université catholique d'Afrique centrale) et l'hôtel de l'Acerac à Brazzaville. Conscients qu'ils abordent à travers leur rencontre un thème d'actualité, les évêques se montrent très déterminés pour un enracinement en profondeur du dialogue œcuménique et interreligieux en Afrique centrale.

Les travaux de l'assemblée plénière ont, à proprement parler, débuté dans l'après-midi, au siège de la C.e.n.c, à Mvolyé, sous la direction de Mgr Samuel Kleda. Tout a commencé par les messages des différentes délégations à savoir: le Conseil islamique du Cameroun, la Cepca (Conférence des Eglises protestantes du Cameroun), Misereor, Sant'Egidio, l'Aceac (Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale) regroupant la RD Congo, le Rwanda et le Burundi représentée par son président Mgr Smaragde Mbonyintege, évêque de Kabgay au Rwanda, le Sceam (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar).

A la lumière du thème central, plusieurs sous-thèmes ont été abordés au cours des travaux, portant notamment sur le dialogue entre l'Eglise catholique et l'Islam, entre le christianisme, l'Islam et la politique ou sur les réflexions et orientations pastorales dans une société plurielle, développés par les évêques eux-mêmes et par d'éminents conférenciers. Outre ces communications, il y a également les échanges et carrefours qui constituent le menu des travaux.

Hormis le côté officiel, les travaux de cette session plénière ont commencé par des messes solennelles, célébrées dimanche 9 juillet dans sept paroisses de l'Archidiocèse de Yaoundé par les archevêques et évêques des six pays de l'Acerac. Un point de presse donné samedi 8 juillet, par le président de l'Acerac Mgr Samuel Kleda, assisté du secrétaire général, l'abbé Mesmin-Prosper Massengo.

Cette rencontre s'est tenue au moment où l'Eglise au Cameroun et dans la région Acerac est dans la tourmente avec le décès énigmatique de Mgr Jean-Marie Benoît Bala, évêque de Bafia, trouvé mort le 31 mai 2017, dans les eaux du fleuve Sanaga. Nous reviendrons prochainement sur le contenu des discours et sur quelques réactions des participants.

Aristide Ghislain NGOUMA
(Depuis Yaoundé)

C.h.u (Centre hospitalier et universitaire) de Brazzaville

La levée du préavis de grève conditionnée au paiement des salaires

Suite au préavis de grève lancé par l'intersyndical du C.h.u (Centre hospitalier et universitaire) de Brazzaville, la ministre de la santé et de la population, Mme Jacqueline Lydia Mikolo, a reçu, mardi 11 juillet 2017, les représentants de cet intersyndical composé de la C.s.t.c (Confédération syndicale des travailleurs du Congo), la C.s.c (Confédération syndicale congolaise) et du Synamec. Leurs échanges ont porté sur la situation sociale de cette structure hospitalière et les dysfonctionnements qui y sont observés.

Dans ce cadre, la patronne du département de la santé les a informés sur les instructions du Chef de l'Etat destinées à apporter des solutions aux différents problèmes qui se posent au C.h.u. Parmi les décisions annoncées figurent, le changement à la direction générale qui se traduit par la suspension de la directrice générale et la nomination d'un directeur général par intérim, l'appui financier pour le paiement des salaires et de la dette sociale; la mise en place d'un plan d'action pour l'exécution des recommandations des audits institutionnel et financier; l'implication de l'ensemble du personnel dans la résolution de la crise sociale du C.h.u et dans l'amélioration des conditions de travail.

Prenant la parole, les membres de l'intersyndical ont insisté sur le paiement des salaires, condition sine qua non, selon eux, des travailleurs, pour lever le préavis de grève, le règlement de la dette sociale, notamment celle des retraités et les allocations familiales, la communication d'un calendrier de paiement des salaires qui doit constituer la preuve de la matérialisation des instructions du Chef de l'Etat, la nécessité d'améliorer la communication avec la hiérarchie. Par ailleurs, les parties ont convenu de se retrouver dans quinze jours, pour évaluer toutes ces directives.

La passage de service entre Mme Gisèle Marie Ambiéro et M. Jérémie Mouyokani.

Au terme de cette rencontre, un mémorandum d'entente a été signé entre l'intersyndical et la ministre de la santé et de la population, représentée par Benjamin Ossombo, son directeur de cabinet par intérim, en présence de Richard Bileckot, inspecteur général de la santé.

Sans attendre le délai de 15 jours, les agents et travailleurs du C.h.u ont manifesté leur colère, mercredi 12 juillet dernier, à travers un mouvement de protestation devant la direction générale, pour réclamer le paiement de leurs salaires. Des chants ont été entonnés et des pas de danse exhibés, en signe de grogne. En tout cas, la tension était vive.

Une passation de service pas comme les autres

La passation de service entre Mme Gisèle Marie Ambiéro Alliandzi, directrice générale sortante, et Jérémie Mouyokani, directeur général entrant, organisée le jeudi 13 juillet 2017, s'est déroulée dans une ambiance morose et un climat tendu. Et pour cause, les agents du C.h.u-B ont pris d'assaut le hall principal, entonnant ainsi des chants hostiles à l'encontre de l'ancienne directrice générale. Le climat était électrique. Heureusement que la Force publique était appelée pour venir sécuriser la cérémonie et surtout le départ de Mme Gisèle Marie Ambiéro Alliandzi. Malgré ce dispositif sécuritaire, les agents du C.h.u-B ont réussi à poursuivre l'ancienne D.g, jusqu'au moment où elle est montée dans sa voiture, sous escorte policière, alors que la foule criait: «Muyibi», voleuse, en français. C'était une scène rocambolesque et honteuse.

A vrai dire, ces agents, très motivés, voulaient en découdre avec leur ancienne directrice générale qu'ils rendent responsable de tous leurs maux. Pendant qu'ils électrisaient le hall, la cérémonie de passation se tenait sous la direction de Florent Balandamio, directeur de cabinet par intérim de la ministre de la santé et

(Suite en page 7)

Promovacances
airtel
internet
FORFAITS
YA POMBA
Des nouveaux
forfaits Internet
BALEZ à prix KDO
Compose *121*4#
PRIX
KDO
AG Partners
FORFAITS YA
POMBA
LE RESEAU DES SMARTPHONES

Elections législatives et locales du 16 juillet 2017

Les observateurs de l'U.a souhaitent des élections justes, crédibles et fiables

Arrivée à Brazzaville, pour superviser les élections législatives et locales du 16 juillet prochain, la délégation des observateurs de l'U.a (Union africaine), conduite par l'ancien premier ministre malien, Django Sissoko, s'est entretenue, mercredi 12 juillet 2017, avec le ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso. A cette occasion, le patron de la diplomatie congolaise a rassuré la délégation de l'U.a de la bonne organisation de ces élections qui, selon lui, ont suscité un véritable engouement des femmes et des jeunes. Le représentant de l'U.a a, quant à lui, souhaité que les résultats de ces élections soient justes, crédibles et fiables.

Les observateurs de l'U.a autour du ministre Jean-Claude Gakosso.

La délégation de l'Union africaine était composée de près de cinquante personnes mandatées pour venir superviser les élections législatives et locales en République du Congo. La rencontre avec le ministre des affaires étrangères s'est tenue dans la salle de réunions, sise au 5e étage dudit Ministère.

Prenant la parole, Jean-Claude Gakosso a souhaité la bienvenue, à Brazzaville, aux observateurs de l'U.a. *«Vous-êtes chez vous»,* leur a-t-il dit. Avant de rappeler le contexte dans lequel se tiennent ces élections. *«Nous sommes dans un processus de réforme de nos institutions, depuis 2015. Un processus qui a commencé par l'élaboration et le vote par référendum d'une nouvelle constitution qui a porté des innovations, l'élection présidentielle, en 2016 et les législatives et locales, en 2017»*, a-t-il indiqué.

Django Sissoko à l'issue de l'échange à la C.n.e.i.

Pour le ministre, ces élections sont complètement ouvertes. *«Tous les partis politiques de la majorité, comme de l'opposition, sont en compétition. L'essentiel de ce que nous comptons dans ce pays comme partis politiques sont en lice. En dehors des partis politiques, il y a des indépendants, hommes et femmes. L'accès aux médias publics est règlementé par le C.s.l.c. Nous avons constaté un engouement des femmes. Et ça, c'est nouveau. C'est très réconfortant. Nous avons également remarqué un engouement de la jeunesse. Beaucoup de candidats sont jeunes. Si bien que cette élection, de par son ambiance, a l'allure d'un carnaval de Rio de Janeiro»,* a-t-il argué.

S'exprimant après le ministre Jean-Claude Gakosso, Django Sissoko a commencé par remercier le Président de la Commission de l'Union africaine pour l'avoir sollicité, afin de conduire cette mission. Puis, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-Nguesso. Sur la réforme des institutions, il a estimé que les institutions doivent s'adapter au temps. *«Elles ne doivent pas être statiques. L'homme évolue et les institutions aussi»*, a-t-il expliqué.

Selon Django Sissoko, les élections doivent être des occasions de fête, de réjouissance commune où tout le monde se retrouve. *«Nous ne sommes pas des ennemis, lorsque nous sommes candidats à des élections. Nous ne sommes pas des adversaires. Nous sommes des concurrents et nous faisons en sorte que le plus utile d'entre nous soit chargé de la gestion des affaires publiques et nous nous l'aidions à donner la pleine mesure de sa capacité à servir la société. C'est ce que nous recherchons»*, a-t-il précisé.

Par ailleurs, il a souhaité que les résultats de ces élections soient justes, crédibles et fiables. *«Les résultats qui feront avancer le Congo et l'Afrique, voire le reste du monde»,* a fait remarquer le chef de la délégation des observateurs dont les membres seront présents dans les grands centres de vote.

Avant d'être reçue par le ministre Jean-Claude Gakosso, la délégation conduite par Django Sissoko a eu, le mercredi 12 juillet 2017, un échange avec la C.n.e.i (Commission nationale électorale indépendante) du Congo, que préside Henri Bouka. *«La délégation des observateurs de l'Union africaine vient d'être reçue par le président de C.n.e.i. Nous avons eu des échanges très fructueux autour de la préparation des élections qui auront lieu le 16 juillet prochain. Nous avons été rassurés à tous les niveaux, et nous-mêmes, nous sortons d'ici plein d'espoir»*, a déclaré le chef de la mission des observateurs de l'U.a, à l'issue de l'entretien. Mais, comment va se faire l'action des observateurs, quand on sait que, souvent, leur action ne se limite que dans les capitales, avez-vous la capacité de sillonner dans tout le pays ? A cette préoccupation, Django Sissoko a répondu : *«L'Union africaine a pris les dispositions pour déployer des observateurs sur l'ensemble du territoire national».*

Signalons que c'est le 19 juillet 2017 que la délégation d'observateurs de l'U.a tiendra une conférence de presse, pour parler du déroulement des élections législatives et locales.

Cyr Armel YABBAT-NGO
et Pascal Azad DOKO

Déclaration de l'Observatoire de Kellé à l'occasion des élections législatives et locales du 16 juillet 2017

Pour le système de démocratie pluraliste, régime politique adopté par notre pays à l'issue de la Conférence nationale souveraine de 1991, les élections à candidatures multiples en constituent le fondement principal. Ces élections devraient se caractériser par une organisation transparente et équitable, et par un esprit de civisme, de tolérance et de fair-play des acteurs politiques.

C'est dans cette optique que, se fondant sur son code d'éthique et sur les valeurs fondamentales du Mbéré, l'Observatoire de Kellé a réuni, le 30 juin 2017, les candidats-têtes de listes aux élections législatives et locales dans la circonscription de Kellé, afin de leur livrer le message de mise en garde ci-après résumée: «Au cours des dernières décennies, Kellé a trop souffert des actes contre-productifs posés par certains de ses enfants: du sang a coulé, des familles ont été divisées et endeuillées, des biens privés ont été endommagés; le tout au nom de l'intolérance, de l'égocentrisme et de la haine découlant malheureusement des élections mal organisées, opaques, non-transparentes et non démocratiques. C'est pourquoi, tenant compte de ces faits regrettables ayant inutilement déchiré le tissu social à Kellé, l'Observatoire de Kellé s'oblige à exiger de tous les candidats à observer strictement le code d'éthique du Mbéré profond et les valeurs fondamentales qui ont présidé la VIe en pays Mbéré durant des décennies.

Aussi et toujours dans le même souci, l'Observatoire de Kellé invite-elle, tous les candidats aux élections législatives et locales dans le district de Kellé à faire preuve, chacun, du dépassement de soi pour la sauvegarde de nos valeurs cardinales que sont l'unité, le respect, la tolérance et l'amour entre les fils et filles de Kellé.

Que la tenue des élections que nous souhaitons apaisées, libres, équitables et transparentes ne soit pas une occasion de plus pour offrir à notre population des scènes de déchirements inutiles, mais plutôt une confrontation loyale, civilisée et fraternelle entre les enfants d'une même contrée.

Puissent les mânes de nos ancêtres, nos sages et nos notables nous assister en toute efficacité dans l'accomplissement de notre noble tâche de réunification de nos fils et filles pour la préservation de notre tissu social.

Par cette déclaration, l'Observatoire de Kellé souhaite faire entendre raison aux différents protagonistes d'avoir à se livrer à une compétition véritablement fraternelle, loyale et démocratique et en même temps, il met en garde tous ceux qui oseraient recourir à la tricherie, à la violence, aux injures et aux provocations sous toutes ses formes, comme moyens par excellence pour assouvir leurs ambitions et parvenir à leurs fins. Que soit scandée avec force notre devise: *«Kellé d'abord! Kellé d'accord!».*

Fait à Brazzaville,
le 07 Juillet 2017.

Le Président,
André Blaise BOLLE.

Communiqué du Parti de la sauvegarde des valeurs républicaines (P.s.v.r)

Le P.s.v.r et son Président, Michel Mampouya, déplorent la confusion malicieusement entretenue au sein de la population sur une prétendue participation aux élections, en qualité de partenaire de la plateforme Yuki-Codeha.

En vérité, le Yuki, ce symbole de l'union tant espérée et saluée avec enthousiasme par la population à l'ouverture de la campagne présidentielle, était solidement porté par les partenaires de Yuki- Codeha (Associations Pako, P.s.v.r, U.d.r-Mwinda). Le Yuki a commencé à se fragiliser au lendemain de la contestation des faux résultats validés par la Cour constitutionnelle. Enfin, la crise

post-électorale et la démission du Président du Yuki-Codeha de l'opposition «I.d.c-Frocad-J3M», contre la volonté du P.s.v.r et de l'U.d.r-Mwinda, ont fini de casser le Yuki-Codeha.

Pour le P.s.v.r et son Président, membre de l'exécutif de la fédération de l'opposition congolaise, il n'y a pas d'élections au Congo:

-Sans la participation du Pool, département important du territoire congolais, avec dix-sept (17) circonscriptions électorales, abritant la capitale du Congo et victime des crimes avérés contre l'humanité;

-Sans la mise en oeuvre intégrale du consensus de Dolisie, de Sibiti et de Diata sur la gestion démocratique et honnête du processus électoral par le régime régnant;

-Sans la libération des opposants politiques, détenus pour «crime de contestation» des faux résultats électoraux.

Au lendemain de la cynique kermesse électorale du régime, en dépit des souffrances des citoyens qui meurent de faim, de maladies et des balles de notre propre Force publique, le Président du P.s.v.r, Michel Mampouya, tiendra une conférence de presse sur l'ancrage indéfectible du parti à l'opposition ainsi que sur la crise aigüe et multidimensionnelle que persiste à nier le chef du régime régnant du Congo.

Fait à Brazzaville,
le 12 juillet 2017

Pour le CDN et par ordre,

Le Secrétaire Général,

Denis NGANGA

Office notarial de Maître Bedel KAMBA
12, Allée des acacias, à côté du marché Plateau centre-ville
Téléphone: (242) 05 544.63.38/06 973 69 74 ; Boîte Postale: 13456
E-mail: office.bedelkamba@gmail.com

AVIS DE CONSTITUTION DE LA SOCIETE

«APO MINING» Sarl

Aux termes d'un acte reçu par Maître Bedel KAMBA, en date à Brazzaville du 29 mai 2017, il a été constitué une Société à responsabilité limitée (Sarl) dénommée : «APO MINING», dont les statuts ont été enregistrés aux impôts de Mpila, Brazzaville, le 01 juin 2017, Folio 097/25/Numéro 1310.

Objet:
- Exploitation minière.

Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet de la société.

Capital social: UN MILLION (1 000 000) de Francs CFA, divisés en 100 parts sociales de 10. 000 Francs CFA, toutes souscrites et libérées en numéraire.

Le siège social est fixé à Moungali, Brazzaville, 37, rue Loby, République du Congo ;

Durée: 99 ans ;

Registre du commerce: RCCM 17 B 7080 ;

Administration de la société:

Gérant: Monsieur XIE Changwen.

Pour insertion légale,
Maître Bedel KAMBA,
Notaire.

Coup d'oeil en biais

Le verdict sur la requête d'Okombi Salissa attendu le 28 juillet

La Cour suprême a examiné, mardi 11 juillet 2016, la requête en annulation de la procédure ouverte contre André Okombi Salissa, opposant et ancien candidat à l'élection présidentielle de 2016, accusé d'atteinte à la sûreté intérieure et de détention illégale d'armes de guerre et arrêté en janvier dernier. Elle rendra son verdict, le vendredi 28 juillet 2017, apprend-t-on. L'immunité parlementaire de l'opposant a été levée. Sa détention provisoire a dépassé les délais légaux. Pour son avocate, Me Stéphanie Le Meignen, les droits de la défense sont bafoués. *«Depuis le jour de son interpellation, il y a eu une méconnaissance totale de ses droits de la défense. Donc, nous avons tenté, une fois de plus, d'expliquer que ce dernier, en tant qu'inculpé, a, bien entendu, le droit de contester la procédure qui le concerne et qui l'amène à être placé en détention depuis cinq mois dans des conditions extrêmement difficiles»*, a-t-elle déclaré, en espérant que la plus haute juridiction du pays peut *«rétablir l'état de droit qui devrait exister au Congo.»*

La police disperse violemment un sit-in à la Direction générale de Total E&P Congo, à Pointe-Noire

Le soir du mercredi 12 juillet 2017, la police a, violemment, dispersé un sit-in des syndicalistes, à la direction générale de Total E&P Congo. L'utilisation des bombes lacrymogènes, jusque dans les couloirs du centre médico-social adjacent la direction générale, a mis mal à l'aise le personnel soignant les personnes hospitalisées et les garde-malades. La veille, le11 juillet 2017, l'intersyndicale de Total avait publié un message pour dénoncer *«les irrégularités répétées dans le cadre du dialogue social»*. Notamment, le gel unilatéral des *«prêts aux collaborateurs»* décidé par le D.g, sans concertation avec les partenaires sociaux. Et la suppression de la *«prime d'intéressement»*, suite au mauvais résultats financiers de la filiale pour l'exercice 2016. Ce que conteste l'intersyndicale. Le jeudi 13 juillet dernier, le climat était morose à Point-Carré (direction de Total E&P Congo), quadrillé par un important dispositif policier.

Le réseau des voleurs d'antirétroviraux de la Ca.m.e.s en passe d'être démantelé

La police n'a pas mis longtemps pour mettre la main sur les malfrats qui ont fait disparaître un lot important d'antirétroviraux, notamment, au sein de la C.a.m.e.s (Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé). En effet, mardi 11 juillet 2017, le général Jean-François Ndengué, directeur général de la police, a présenté au ministre de la santé et de la population, Lydia Mikolo, l'auteur présumé des détournements de ces produits pharmaceutiques. Il s'agit de l'aide magasinier de la centrale, un certain Aymar Lucien, qui a avoué son acte, selon le procès-verbal lu devant la ministre. Il travaillait seul, depuis un mois, son chef hiérarchique se trouvant à Oyo. L'enquête a pu prouver qu'il avait des complices au sein des structures dispensatrices des ARV. Elle se poursuit, pour démanteler le réseau des voleurs en question.

L'O.n.u demande la libération immédiate de trois prisonniers au Congo

Selon R.f.i (Radio France internationale), le groupe de travail des Nations-Unies sur la détention arbitraire a épinglé le gouvernement congolais sur le cas de trois détenus arrêtés depuis 2013 et placés à la Maison d'arrêt et demandé leur libération immédiate pour diverses *«violations». «Il s'agit de Jean-Claude Mbango, ancien directeur de la police du département du Pool, de Samba Mountou Loukossi, huissier de justice, et d'Ismaël Mabarry, adjudant-chef de la police.»* La date de leur procès n'est pas encore fixée. Dans leur rapport, les experts de l'O.n.u disent être *«gravement préoccupés»* par la situation des trois hommes qui, selon eux, ont fait l'objet *«de mauvais traitements, y compris des actes pouvant s'apparenter à de la torture»*. Ils regrettent aussi l'absence de coopération du gouvernement sur ce dossier.

Campagne électorale: des affiches bourrées de fautes de français

En lisant nombre d'affiches relatives à la campagne électorale ouverte depuis plus d'une semaine, on se rend compte qu'elles sont bourrées de fautes d'orthographe et de grammaire. Des humoristes affirment que même au Bac d'aujourd'hui, on ne ferait pas pire. Les auteurs et concepteurs de ces affiches font l'objet de moqueries, notamment sur les réseaux sociaux où les internautes s'amusent à recenser et corriger les fautes qui crèvent les yeux. Pour eux, cela traduit le manque de sérieux des candidats.

Intervenant la semaine passée sur Vox Congo, une chaîne de télévision privée, le président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), Philippe Mvouo, qui a remarqué également ces fautes à répétition, s'est montré sceptique sur les compétences des candidats, pour n'avoir pas vérifié ces affiches, avant d'être imprimées. Pour lui, cela nuirait au sérieux de nos élections. Le gendarme des médias s'est insurgé, également, contre ceux qui utilisent l'effigie du président de la République, ce qui est contraire à la loi, selon lui.

Une manifestation des étudiants tourne à la chasse à l'homme à Bacongo

Des étudiants de la Faculté des sciences et techniques, un établissement de l'Université Marien Ngouabi situé à côté du lycée Pierre Savorgnan De Brazza, à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville, ont été pris en chasse par la Force publique, mardi 11 juillet 2017, autour de 9h, pour avoir manifesté bruyamment dans la cour de leur établissement, exigeant l'affichage des listes de la bourse pour l'année académique 2016-2017. Comme leurs collègues de l'E.n.s (Ecole normale supérieure), il y a quelques jours, le 3 juillet, ils ont brûlé des pneus, renversé des kiosques et des hangars, avant de s'enfuir à la vue des agents de la police qui venaient pour intervenir. Certains ont été pourchassés jusqu'au marché Total, qui se trouve dans le même périmètre. La police aurait mis la main sur quelques étudiants, mais on ignore s'ils ont été libérés ou pas. A l'Université Marien Ngouabi, l'année académique risque d'être inachevée. Déjà, les étudiants de la Faculté des lettres et des sciences humaines sont en vacances anticipées, suite aux manifestations répétées qu'ils organisent pour exiger le paiement de la bourse.

Baccalauréat général, session de mai 2017

Des résultats en net progrès, avec un total de 22.286 admis

Ça y est, c'est fait! Les résultats officiels du baccalauréat général, session de mai 2017, sont connus. Le président général du jury, Dieudonné Tsokini, entouré de son staff, les a rendu publics, le lundi 10 juillet dernier, au lycée Pierre Savorgnan De Brazza, à Brazzaville. A l'issue de la cérémonie de délibération. Par rapport aux résultats de l'année 2016, ceux de cette année sont en net progrès de 6,21%. Le premier rang est occupé par le département de la Cuvette-Ouest. Mais, en ce qui concerne les établissements, c'est le lycée départemental de Djambala, dans le département des Plateaux, qui a obtenu un bon score, avec 76% d'admis.

Dieudonné Tsokini (au milieu) et son staff.

Une vue partielle des membres du jury..

22.286 candidats ont été déclarés admis, sur toute l'étendue du territoire national, sur les 80.559 candidats présentés à cette session, également, à Luanda et au Cabinda, en Angola, soit un pourcentage de 27,66%, contre 21,26%, en 2016.

La première place revient au département de la Cuvette-Ouest, avec 43,50% de taux de réussite. La Bouenza vient en deuxième position, avec 39,12% ; la Cuvette en troisième position, avec 38,43%; le Pool, un département victime d'un conflit armé qui dure depuis une année et dont certains candidats ont composé dans la capitale, arrive en quatrième position, avec 36,51% ; les Plateaux occupe la cinquième place, avec 34,59% ; la Lékoumou, sixième, avec 28,98%.

Les départements de Brazzaville et de Pointe-Noire, qui engrangeaient un plus grand nombre de candidats, n'ont occupé que les septième et huitième places, avec respectivement, les pourcentages de 25,77% et 24,45%. Alors que le Niari occupe la 9e place, avec un taux d'admission de 22,45%, suivi de la Sangha, 21,24%, du Kouilou, 18%, et de la Likouala, qui occupe le dernier rang, avec 14,29% du taux d'admission.

Notons que le centre de Luanda-Cabinda, en Angola, a obtenu 60% d'admis.

D'après Dieudonné Tsokini, président général du jury, pour cette session, il y a un point de plus par rapport à la session de l'année dernière. Le pourcentage de cette année est de 27,66% et celui de l'an dernier est de 21,26%. *«Il faut se satisfaire, c'est un progrès! La série C s'est illustrée en enregistrant beaucoup d'admis, suivie des séries D et A»*, a-t-il commenté.

Signalons que plusieurs élèves et jeunes gens avaient pris d'assaut la cour du lycée Pierre Savorgnan De Brazza, pour venir vivre, de visu, cette délibération. Impatients d'être fixés sur les résultats de cet examen d'Etat, ces derniers se sont, par la suite, déportés du côté de la D.e.c (Direction des examens et concours) générale, où les listes sont affichées.

Mention spéciale à la Police qui a mis tout en œuvre, pour éviter tout débordement.

Alain-Patrick MASSAMBA

Sites Internet pour consulter les résultats: www.enseignement-général.gouv.cg/www.mycongoedusoft.net

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire
1, Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO
Vers le rond-point Mess Mixte de Garnison
Immeuble MORIJA, 1er étage, Centre-ville
B.P : 1431 ; Tél.: 22 29413 34/05 736 64 64
République du Congo

INSERTION LEGALE

«Sustainable Management of Natural Resources»
En sigle «SMNR» SARLU
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Capital social de Francs CFA: Un Million (1 000 000)
Siège social: Quartier Tchimbamba
RCCM : CG/PNR/17 B 282
Pointe-Noire - République du Congo

Il résulte d'un acte authentique reçu par le Notaire soussigné, le 09 juin 2017, enregistré à Pointe-Noire, le 27 juin 2017, folio 116/17, n° 4794, la création d'une Société commerciale ayant les caractéristiques suivantes:
FORME : Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU) ;
OBJET:
La société a pour objet, tant en République du Congo qu'à l'étranger :
- Cartographie (SIG et télédétection);
- Inventaires forestiers ;
- Traitement des données d'inventaires;
- Elaboration et mise en oeuvre des plans d'aménagement forestiers ;
- Audits et certification forestière ;
- Management qualité ;
- Etude d'impact environnemental :
- Prestations de services dans le domaine du bois.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement ;
DENOMINATION: «Sustainable Management of Natural Resources», en sigle «SMNR» SARLU ;
SIEGE SOCIAL: Pointe-Noire, Quartier Tchimbamba, République du Congo ;
DUREE : 99 ans, à compter de son immatriculation au R.C.C.M ;
GERANCE: Monsieur Alain Bertin TIOTSOP est nommé gérant de la société, pour une durée indéterminée ;
RCCM: CG/PNR/17 B 282 ;
DEPOT LEGAL: Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 05 juillet 2017, sous le n° 17 DA 764.

Fait à Pointe-Noire, le 12 juillet 2017.

Pour avis,
Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE,
Notaire.

Fespam (Festival panafricain de musique)

La 11e édition reportée sine die

Initialement prévue du 8 au 15 juillet 2017, lors de la 16e session de son Comité de direction tenue du 5 au 6 octobre 2016, au Palais des congrès, à Brazzaville, puis repoussée du 19 au 21 juillet, la 11e édition du Fespam (Festival panafricain de musique) a été reportée sine die.

Selon un communiqué du gouvernement, publié le soir du mercredi 12 juillet 2017, le report de l'acte XI de cette fête bisannuelle, placée sous le thème: «Musique et environnement en Afrique et dans la diaspora», s'explique par des *«impératifs insurmontables d'agenda»*.

«Le Gouvernement informe l'opinion nationale et africaine que des impératifs insurmontables d'agenda obligent la République du Congo à procéder au report de la 11e édition du Festival panafricain de musique (Fespam). I

nitialement prévu du 19 au 21 juillet 2017, le Fespam sera organisé à une date ultérieure. Les autorités compétentes annonceront, en temps utile, un nouveau calendrier», précise le communiqué.

La crise financière est passée par-là

A titre de rappel, la 16e session du Comité de direction du Fespam avait arrêté à deux milliards trois cent millions de francs Cfa le budget de la 11e édition du Festival panafricain de musique. La subvention attendue de la République du Congo est de 1.500.000.000; celle des autres Etats africains: 250.000.000; des organisations internationales: 50.000.000; des organisations nationales: 50.000.000; des collectivités locales: 50.000.000; du sponsoring: 300.000.000; et des autres bailleurs et mécènes: 100.000.000. Une somme que les organisateurs du Fespam n'arrivent, semble-t-il pas à rassembler. Et pour cause : la crise financière qui cisaille le Congo, comme bon nombre de pays producteurs de pétrole, d'ailleurs, est passée par-là.

Le groupe Africando, lors de la 10e édition du Fespam.

Et puis, il faut avouer que la décision des organisateurs du Festival panafricain de musique de le programmer pendant les élections législatives et locales, dont le premier tour est fixé pour le 16 juillet 2017, n'a pas été judicieuse. Car ces consultations électorales dont la campagne prend fin ce vendredi 14 juillet, lui jettent grandement de l'ombre.

Mais, en dépit des difficultés auxquelles il est confronté, le Gouvernement tient à préciser que la fête est, simplement, différée. *«Le Gouvernement de la République, soucieux de répondre aux attentes de l'Union Africaine, rappelle à l'opinion nationale et internationale le profond attachement des autorités de notre pays aux valeurs culturelles ainsi qu'à l'esprit d'accueil qui caractérisent notre continent.*

Tout en exprimant ses regrets à l'Union Africaine, aux États membres et aux nombreux Africains attachés à ce grand rendez-vous culturel simplement différé, le Gouvernement prendra toutes les dispositions pour assurer l'accueil des délégations qui auraient pu, entre-temps, arriver à Brazzaville», conclut le communiqué du Gouvernement.

Véran Carrhol YANGA

Circonscription unique de Mbanza-Ndounga (Pool)

Joachim Mbanza promet le renouveau du district

Candidat du R.c (Rassemblement citoyen), un parti de la majorité présidentielle, Joachim Mbanza poursuit sa campagne électorale à Mbanza-Ndounga (Département du Pool), où il a déjà tenu deux meetings, l'un à la Place du marché, le samedi 8 juillet et l'autre à l'Ecole primaire Matoumpa-Mpolo, dans le quartier n°1, le mercredi 12 juillet. Il a également visité les populations déplacées accueillies au C.e.g Boueta-Mbongo auxquelles il a offert des dons de vivres. Partout où il passe, le candidat du R.c n'a pas occulté la question de la sécurité, en appelant les jeunes ayant pris les armes à sortir des forêts, et à retrouver le chemin de la République. Le journaliste candidat promet d'apporter le renouveau à Mbanza-Ndounga, district qui n'a rien vu des programmes de développement lancés dans le pays. Il a répondu aux attentes des populations qui souhaitent la construction de la route de Mbanza-Ndounga, la formation des jeunes dans des métiers divers et la relance de la production agricole. Directeur de publication de La Semaine Africaine, qui s'apprête à quitter ses fonctions pour embrasser une carrière politique, Joachim Mbanza a face à lui quatre autres candidats dont trois sont aussi en campagne électorale à Mbanza-Ndounga.

Pour de bonnes analyses, j'aime lire La Semaine Africaine

Echos de la campagne électorale

Alphonse Gantsélé et Pascal Ngalibo ont lancé leur campagne à Mbon

C'est par une tournée, effectuée du 1er au 5 juillet 2017, dans la circonscription électorale unique du District de Mbon (Département des Plateaux) qu'Alphonse Gantsélé et Pascal Ngalibo (suppléant), candidats aux élections législatives, ont présenté leur candidature aux populations. Une vingtaine de militants les accompagnent. Après les civilités au sous-préfet de Mbon, après leur arrivée dans la contrée, ils ont tenu, le lendemain, une rencontre dans la salle de réunion de la sous-préfecture, laquelle était pleine à craquer. D'autres rencontres ont suivi, dans les localités visitées. Il en ressort que le District de Mbon est totalement enclavé. C'est ainsi que dans leurs doléances, les populations attendent la réhabilitation de la route, l'affectation des enseignants dans leurs écoles, la construction du pont sur la rivière Mpama, entre les villages Mingo et Oboli, pour faciliter le déplacement des populations et leurs biens, au lieu de faire

Alphonse Gantsélé.

le contour par Ossélé ou par Djambala-Lékana. En plus, les populations demandent aussi que les dispensaires soient dotés en personnel soignant et équipés.

Les deux candidats ont esquissé quelques pistes de solutions, s'ils sont élus, en faisant en sorte que l'essentiel soit fait avant l'intervention de l'Etat: organiser le cantonnage villageois; construire un radeau sur la rivière Mpama, avec deux moteurs; prendre en charge les élèves admis au B.e.p.c, dès la session de cette année 2017; prendre en charge les enseignants vacataires, avant leur intégration dans la Fonction publique; faciliter le travail des agriculteurs par la dotation d'un tracteur; organiser des colonies de vacances pour les cinq premiers élèves de chaque village du district; construire dans chaque village, une maison des jeunes qui sera équipée d'un poste téléviseur, avec des salles de jeux, une partie de la couture et de la coiffure, organiser des tournois sportifs accompagnés d'une coupe, etc.

Signalons que dans chaque village, les candidats ont procédé à la mise en place des comités de soutien avec autant d'ambassades.

Grâce Désiré BAH

Première circonscription électorale de Talangai (Brazzaville)

Blandine Nianga entend mener plusieurs actions sociales, une fois élue

Blandine Nianga, candidate du P.c.t (Parti congolais du travail), dans la première circonscription de Talangai (Brazzaville), a eu une rencontre citoyenne avec les habitants des quartiers 61-62, samedi 8 juillet 2017, au quartier Mpila. Au corus de cette rencontre, elle a annoncé qu'elle entend plaider auprès du gouvernement pour la réhabilitation du marché de Yoro, du Centre de santé intégré de Mpila, etc. Blandine Nianga se battra aussi pour l'assainissement public, l'éducation des enfants et l'incitation des jeunes à l'apprentissage des petits métiers, dans sa circonscription. Ella a lancé un appel pour mettre fin au phénomène criminel des bébés noirs. *«Il y a le port qui est en train d'être modernisé, ici à Yoro, et les gens ont maintenant peur de descendre à Yoro, à cause du phénomène des bébés noirs. Il faut lutter contre ce phénomène. Par ailleurs, il faut procéder à l'assainissement du quartier, réhabiliter le Centre de santé intégré de Mpila, parce que, pour des petites fièvres, on ne va pas quand même aller au C.h.u ou à l'Hôpital de référence de Talangaï. Nous allons donc demander qu'on nous réhabilite ce Centre de santé intégré. Etant candidate unique, il faut, justement, prouver à l'opinion nationale que je suis dans mon fief, je dois faire le plein, en demandant aux habitants des quartiers 61-62 de voter massivement, le 16 juillet pour les candidats que nous sommes, parce qu'il n'y a pas seulement les candidats à la députation, il y a également les candidats aux locales».*

Blandine Nianga entourée de Luther Mbongo Mvouli (suppléant) et de Nathalie Hobain Mongo, candidate aux locales.

La candidate Nianga échangeant avec les habitants des quartiers 61 et 62.

Blandine Nianga a rappelé les actions qu'elle a déjà menées dans cette circonscription, notamment la reprise de la fourniture d'eau et d'électricité à l'école du 31 juillet 1968, la réhabilitation de l'électricité dans certains secteurs.

Alain Patrick MASSAMBA

(Suite de la page 3)

de la population.

D'un ton émotionnel, Mme Gisèle Marie Ambiéro Alliandzi, livrant ses impressions, a, simplement, remercié le chef de l'Etat qui lui avait confiée cette mission. *«Aujourd'hui, il me décharge. Je dis merci»*, a-t-elle déclaré, sans évoquer un seul instant le nom de la ministre de la santé, ni de son successeur.

A l'endroit de ces anciens collaborateurs, elle a émis le vœu de les voir travailler avec la même abnégation. Aussi, elle a insisté sur la notion des antivaleurs dont elle avait fait son cheval de bataille.

S'exprimant à son tour, Jérémie Mouyokani a commencé par remercier toutes les autorités du pays pour la confiance placée en lui, pour assumer ses fonctions. Il a, aussi, félicité et remercié son prédécesseur pour le travail abattu. A ceux qui, désormais, sont ses collègues de travail, le nouveau directeur général a, simplement, rappelé la raison d'être du C.h.u.B: l'offre de soins de qualité. *«Nous allons nous mettre au travail et je voudrai compter sur chacun d'entre vous»*, a-t-il dit.

Pour boucler cette cérémonie, Florent Balandamio a donné lecture des missions dévolues au nouveau directeur général, telles que prescrites par Mme Jacqueline Lydia Mikolo.

Cyr Armel YABBAT-NGO

COMMUNIQUE DIRECTIONS NATIONALES DE LA BEAC

Le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG), basé à Dakar, au Sénégal, lance un avis pour le recrutement, par voie de concours, des candidats aux diplômes de Licence, Master et MBA :

• Lieu de retrait des dossiers de candidatures: DIRECTION NATIONALE DE LA BEAC

Ou par téléchargement sur le site du CESAG: www.cesag.sn

• Date limite de dépôt des dossiers: le jeudi 20 juillet 2017

• Date des épreuves écrites et orales du concours d'entrée: samedi 22 et dimanche 23 juillet 2017

• Date de démarrage des cours: lundi 02 octobre 2017

• Retrait de dossier à la Direction Nationale de la BEAC-BZV

Pour tout autre renseignement, contacter le CESAG:
E-mail: courrier@cesag.sn
Tél.: 00221 33 839 73 60

AVIS DE CONCOURS D'ENTREE AU CESAG POUR L'ANNEE ACADEMIQUE 2017-2018

Inscription en ligne du dossier individuel d'admission en ligne ou dépôt du dossier relié dans un centre d'examen.

ADMISSION SUR DOSSIER ET/OU TEST

Programme Grande Ecole

LIBELLÉ	FILIÈRE	DIPLÔMES REQUIS
Grande Ecole	1ère année du Programme Grande Ecole/Classes Préparatoires du BAA (Baccalauréat de type Nord-américain) en Partenariat avec HEC Montréal CANADA	Titulaire du Baccalauréat Scientifique et Technique. Admission sur dossier : au moins MENTION ASSEZ-BIEN AU BAC
	3ème année du Programme Grande Ecole/Licence en Administration des affaires	Titulaire du Bac + 2 (scientifiques, Sciences éco, Classes préparatoires, etc.)

Programme de Licences Professionnelles
Licence Professionnelle en Gestion des Entreprises et Autres Organisation (LPGEO).

LIBELLÉ	FILIÈRE	DIPLÔMES REQUIS
LPGEO1	Gestion des Entreprises	BAC(toutes séries)
LPGEO3	• Gestion des Projets et Création d'Entreprises • Marketing et Vente • Gestion des Ressources Humaines	BAC+2(en gestion ou économie)

Licence Professionnelle en Techniques Comptables et Financière(LPTCF).

LIBELLÉ	FILIÈRE	DIPLÔMES REQUIS
LPTCF1	TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES	BAC(C,D,E,G,S,B)
LPTCF3		BAC+2(Finance/Comptabilité)

Boulevard du Général De Gaulle X Malick Sy
Adresse Postale: B.P: 3802, Dakar – Tél.: (231) 33 839 73 60 –Téléfax: (231) 33 821 32 15
E-mail: courrier@cesag.sn N site internet: www.cesag.sn

AVIS DE VACANCE DE POSTE

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 F. CFA, recherche, pour son siège social à Brazzaville, un candidat au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

Intitulé du poste: Manager Financial Services & Site Support

Lieu de travail: Brazzaville (Congo)

Durée du contrat: Indéterminée.

Description des tâches:
Sous l'autorité du Senior Manager Financial Services, Le Manager Financial Services. assurera les principales missions suivantes:

- Encadrer et Coordonner les équipes comptables
• Suivre les activités des comptables fournisseurs / Clients/ Fixed Assets,
• Encadrer et Superviser les travaux de clôture mensuelle,
• Préparer le reporting mensuel des comptes de résultats/ Bilan OHADA/ IFRS
• Gérer les interactions entre les équipes et les autres groupes
• Organiser les équipes comptables,
• Préparer les écritures de provisions de charges diverses,
• Vérifier et valider les écritures manuelles (OD),
• Suivre les comptes et vérifier toutes les écritures liées aux déclarations d'impôts (TVA et CADD, Patentes, Taxe immobilière, Droits d'enregistrement, TVTS, IRVM Taxes diverses … etc.),
• Superviser le suivi et l'analyse des comptes de bilan,
• Participer dans la préparation des déclarations périodiques des comptes de la société (Liasse fiscale, Comptes sociaux, Résultat fiscal),
• Organiser des réunions hebdomadaires d'animation et de coaching des comptables.
• Gérer la relation avec les partenaires extérieurs (Auditeurs et autres),
• Organiser les travaux d'audit et de suivi des comptes

CONDITIONS REQUISES:

Formation:
Diplôme d'étude supérieures Bac + 4/5 ou équivalent en Comptabilité, Economie, Gestion, etc.

Expérience professionnelle:
3 ans d'expérience croissante dans le domaine de la Comptabilité

Connaissance:
• Comptabilité générale
• Comptabilité analytique
• plan OHADA & Normes IFRS
• Gestion et Contrôle budgétaire
• Fiscalité
• Logiciels comptables
• Management des équipes
• ERP Oracle

Skills
• Environnement Windows (Word, Excel, PowerPoint, etc.)
• Communication écrite et parlée
• Anglais

Qualités comportementales
• Leadership
• Innovation
• Relationship
• Intégrité
• Capacité de faire

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Date limite et lieu de dépôt des candidatures:

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et référence s) sont à adresser, au plus tard le 17 juillet 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo
sur notre site www. mtncongo.net ou sur recrutement@mtn.com.

Premier forum Fintech Prohellas Africa

Résoudre les problèmes de logements sociaux en Afrique

Prohellas Africa est un Holding d'investissement Mauricien qui, avec ses partenaires Prohellas S.A et RSB Investment, est actif en Afrique dans la construction et le financement de logements sociaux.Prohellas Africa et ses partenaires ont souhaité lancé à Brazzaville le premier Forum dédié au financement et à la construction de logements sociaux. Cet évènement majeur s'est déroulé les 5 et 6 Juillet 2017 à l'Hôtel Ledger de Brazzaville en présence de ces partenaires locaux EBCS et Trend Finance.

Photo de famille.

Le thème retenu était: *«Innovation technologique pour la construction et le financement des logements en Afrique».*

Les experts internationaux mauriciens, grecs et congolais se sont penchés sur la problématique des logements sociaux en Afrique par l'apport d'une solution technologique appropriée, innovante et accompagnée par des offres de financement. C'est MR Aslam Lallmahomed, Président de Prohellas Africa, qui a présidé ce forum, ouvert par Gaspard Kimpala, Directeur de Cabinet du Ministre Délégué, chargé de la Décentralisation et du Développement local. En présence de MR Marios Samouris, vice-président du groupe grec Prohellas S.A et du Directeur en charge de Business Development, MR Christos Voliotis. A cela, il faut ajouter les chefs d'entreprises et les responsables de banques locales. Car,Prohellas Africa et les banques locales seront les vecteurs de la structuration des financements indispensables à la réalisation de ces importants projets, a fait savoir Sanhouz Latona, Directeur financier de Prohellas Africa.

L'objectif de ce Forum était, entre autres, d'encourager la promotion d'un habitat de qualité tant en milieu urbain que rural ; présenter la solution technologique de Prohellas S.A., dans la construction des logements sociaux en Afrique. La thématique: *«A chacun son toit»* avait pour objectif de favoriser les rencontre B2B, pour permettre aux porteurs de projets de trouver des solutions idoines en matière de financement des projets liés aux innovations technologiques; encourager les banques commerciales, le secteur privé et les collectivités locales, au travers des mécanismes innovants de financement de l'économie et le partenariat public/privé, à accompagner le processus de diversification de l'économie. Il est fort probable que les matériaux locaux soient utilisés pour la construction des maisons. Ce qui rendrait moins cher l'accès à un toit.

Les responsables de Prohellas S.A.

Vue partielle des participants.

Ainsi, pour l'Afrique, Brazzaville deviendrait un hub technologique et financier de référence, en synergie avec d'autres plateformes financières de renommée internationale. Il est, d'ailleurs, prévu la construction de *«Maisons témoins»*, pour que les Congolais touchent du doigt la réalité des opportunités qui s'offrent à eux. In fine, cette première rencontre de Brazzaville aura permis d'identifier les besoins réels dans le domaine de l'habitat, et d'y apporter des solutions technologiques et financières appropriées. Cette initiative à vocation à stimuler les ambitions des porteurs de projets, par la transmission des secrets de la réussite, grâce, effectivement, au transfert de la technologie.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

PUBLICITE EN VUE DE LA VENTE
INSERTION LEGALE

Maître Fernand CARLE, Avocat à la Cour, Barreau de Pointe-Noire, dont le Cabinet est sis 12-14, avenue Fayette TCHITEMBO, Centre-Ville, B.P: 607, Tél.: 05 559.96.84, Pointe-Noire.

Vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur.

En l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences à 10 heures.

L'adjudication aura lieu, le samedi 29 juillet 2017, à 10 heures.

On fait savoir à tous ceux à qui il appartiendra:

Qu'en vertu de la grosse dûment en forme exécutoire de l'ordonnance d'injonction de payer n°624 du 13 décembre 2011, délivrée par le Président du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, du certificat de non opposition délivré par le Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire et de la grosse de l'ordonnance d'inscription d'hypothèque du 30 novembre 2009;

Et par la suite d'un commandement de Maître Eugénie MICKOUNGUILT, Huissier de Justice, Commissaire- Priseur près la Cour d'Appel et les Tribunaux de Pointe-Noire, y demeurant soussigné, en date du 10 janvier 2017, enregistré et publié au bureau de la Conservation de la Propriété Foncière de Pointe-Noire, en date du 03 mars 2017;

Et à la requête, poursuites et diligences de la société SAGA CONGO, venant aux droits de la société SOAEM, au capital de 453.335.000 F. CFA, immatriculée au Registre de commerce sous le n°428B, dont le siège social est sis à Pointe-Noire, B.P: 674, poursuites et diligences de son représentant légal, créancière saisissante;

Ayant pour conseil Maître Fernand CARLE, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, dont le Cabinet est sis 12-14, avenue Fayette TCHITEMBO, B.P: 607, Tél.: 05 559.96.84, Pointe-Noire;

En présence de la société LE CEDRE SARL, dont le siège social est sis base Industrielle KM4, B.P: 100, Pointe-Noire, prise en la personne de Monsieur RIHAN TALAL, ès qualité de gérant de ladite société, demeurant et domicilié audit siège, débitrice saisie;

Ayant pour conseil Maître Marcel GOMA, Avocat à la Cour, B.P: 8119, Tél.: 05.553.01.09, dont le Cabinet est sis avenue Moe KAAT MATOU, Immeuble en face de l'agence ECOBANK LUMUMBA, Pointe-Noire;

Il sera, le samedi 29 juillet 2017, à 10 heures, procédé, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, salle ordinaire desdites audiences, au Palais de Justice, à la vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur, et ce, conformément à la décision de renvoi du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire du 17 juin 2017, de l'immeuble dont la désignation suit:

*** Un terrain sis à Pointe-Noire, en diagonale de la poissonnerie «la Marée», à l'angle de l'avenue Moe VANGOULA et le prolongement de la rue PANZOU, en face de la Superette DCML et à l'opposé du magasin de vins dénommé: «La grande Cave», zone du marché Plateau, terrain abritant l'immeuble débaptisé: «LE CEDRE», arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, objet du titre foncier n°324, appartenant à la société LE CEDRE SARL;**

Cet immeuble fait l'objet du titre foncier n°324, volume suite, n°1 de la Conservation de la Propriété Foncière de Pointe-Noire.

Tel que cet immeuble existe, s'étend et se comporte, avec tous ses droits, aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve, ensemble tous immeubles par destination, en particulier tout matériel pouvant avoir ce caractère, toutes constructions et installations actuellement existantes en démilition, lors même qu'elles seraient omises à la désignation qui précède et toutes améliorations et constructions nouvelles qui pourraient être faites par la suite.

Mise à prix: 400.000.000 F. CFA, augmentés de 12% du montant d'adjudication.

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix ci-dessus, par le ministère d'Avocats ou par les enchérisseurs eux-mêmes;

Toute personne désirant enchérir, devra, pour être admise à le faire, consigner préalablement, à l'ouverture des enchères, au greffe civil du Tribunal de Grande de Pointe-Noire, une somme qui lui plaira de fixer séance tenante.

Cette somme lui sera restituée, dans le cas où elle ne demeurerait pas adjudicataire et dans le cas contraire, elle s'impliquera sur les frais et sur la fraction exigible du prix d'acquisition.

Conditions de vente:

-Inscription au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire;

-Vente strictement au comptant.

Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 8 Juillet 2017.

Maître Fernand CARLE, Avocat poursuivant.

Communauté catholique congolaise en France

Les abbés Bakissi et Mvoumbi ont célébré les 25 ans de leur sacerdoce

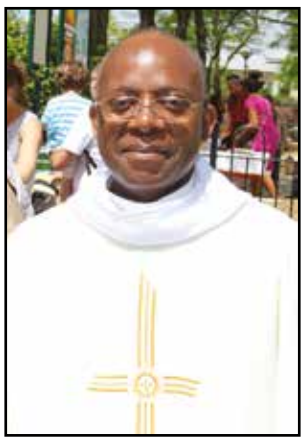
Les abbés Etienne Bakissi et Joachim Mvoumbi, en mission ecclésiastique en France, comme prêtres Fidei donum, ont célébré chacun dans sa paroisse, leurs messes d'action de grâces marquant les 25 ans de leur sacerdoce, dimanche 11 juin 2017, en la fête de la Sainte Trinité. L'abbé Etienne Bakissi avait convié ses frères et sœurs à la Paroisse Notre-Dame de Travail à Paris 14, et l'abbé Joachim Mvoumbi à Viriat-Saint Pierre Chanel à Bourg-en Bresse, dans le Département de l'Ain.

Les deux prêtres ont promis de poursuivre la célébration de leurs 25 ans de sacerdoce dans leurs paroisses respectives au Congo. Le 12 juillet 1992, Mgr Stella ordonnait, à Pointe-Noire, neuf prêtres: les abbés Étienne Bakissi, Alain Loemba Makosso, Félicien Mavoungou, Jean-Gilbert Mavoungou, Louis Pambou, François Malouta, Gomas Zéphirin et Joachim Mvoumbi.

Pour l'abbé Étienne Bakissi, la messe était célébrée par le curé de la paroisse, le père François Potez. Il avait à ses côtés, l'abbé Jirus Makita venu de Fréjus Toulon et du père Binou, coopérateur de la paroisse, dans une animation liturgique de la Chorale ivoirienne *«Les Cœurs des Anges Awalé»*. Dans la foule, il y avait la présence de l'abbé Norbert Bouka, les membres de la communauté congolaise et ceux de bien d'autres communautés de plusieurs pays africains. Dans son mot de circonstance, l'abbé Etienne a souligné l'importance du sacerdoce: *«Ce que j'ai pu comprendre en 25 ans de sacerdoce est que le sacerdoce n'est pas un mérite, mais un don de Dieu, une grâce»*.

A Viriat-Saint Pierre Chanel à Bourg-en Bresse, l'abbé Joachim Mvoumbi a célébré la messe relative aux 25 ans de son sacerdoce en l'église Saint Pierre Chanel, avec la participation de ses paroissiens et d'une forte présence des membres de la communauté congolaise. Il était entouré des abbés Jean-Paul Poaty Bidonga et Gilbert Mayela. La célébration était à la congolaise et ses confrères prêtres ont émerveillé les chrétiens par la procession d'offrandes avec des pas de danse rythmés à la congolaise, sous les notes du chant *«Bimvuama»* qui a fait replonger l'assistance chrétienne dans la culture congolaise.

Peu avant la fin de la célébration, l'abbé Mvoumbi a remercié les participants pour leur présence et a rappelé à l'assemblée que cette action de grâces se poursuivra au Congo, plus précisément à Luaka, dans le Mayombe, son berceau natal, lors de la bénédiction et la consécration de la nouvelle église de ladite localité, le 23 juillet 2017, par Mgr Miguel Angel Olaverri, évêque de Pointe-Noire.



Abbé Etienne Bakissi.

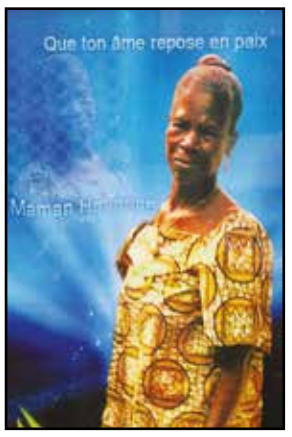
Abbé Joachim Mvoumbi.

Jean-Baptiste MILANDOU

REMERCIEMENTS

Monsieur Pascal Azad-Doko, journaliste à La Semaine Africaine, président de l'Association Anatole Doko, pour la promotion du Folklore Kébé-Kébé, remercie de tout cœur, parents, amis, et connaissances qui de près ou de loin, par leurs marques de sympathie et d'affection lui ont témoigné compassion et soutien lors du décès de sa nièce, Marlène Kénando, survenu le 21 Juin 2017, à l'hôpital de référence de Talangaï, et inhumée au cimetière privé La Grâce. Leur prie de trouver ici l'expression sa totale reconnaissance.

REMERCIEMENTS



«Kambo Mâma wa fwidi/ bilumbu makumaya bifueni/ bêto nsangu tu muangasa/ kue bantu bônso. Bêto bâla ba nsana/ zingu kieto kia m'kaka/ ndombi zêto katuka pele/ bungu mama kala pele».

Par ce chant, l'abbé Jean de Dieu Mianzokona, la famille, tous les enfants et leur père M. Ignace Mianzokouna, remercient tous ceux qui les ont assistés et soutenus lors du décès de leur regrettée mère et épouse Mme Honorine Mianzokouna née Koukotana décédée, le 31 mai et inhumée le 9 juin 2017, au cimetière privé de *«Wayako»* à Madibou. Une messe en sa mémoire a été célébrée par son fils, le lundi 10 juillet 2017, au domicile, à Massissia, pour le 40ème jour de sa mort.

Radio Magnificat 93.5FM

Notre Radio, à votre service depuis plus de 5 ans. La Radio de la Joie, la Joie de ceux qui (s)'aiment! 93.5 FM

Nos Contacts:
Tel: 05 531 12 60 – 05 543 12 30 – 06 952 17 68

E-mail: radio.magnificat@yahoo.fr
Radio Magnificat est située dans l'enceinte du Centre Interdiocésain des Œuvres (CIO), près du CHU, derrière l'Ambassade de Chine

MUCODEC

La MUCODEC MARCHE inaugure son nouveau siège à Dolisie!

Sociétaires MUCODEC,

La fédération des MUCODEC a procédé le 12 juillet 2017 à l'inauguration officielle du nouveau siège du point de vente MUCODEC MARCHE, sis au n°1 avenue Loubomo, à Dolisie.

MUCODEC, encore plus proche de vous !

MUCODEC

OFIS store

DELL

OFFRE EXCEPTIONNELLE
STOCK LIMITE

*Achat en boutique, paiement comptant

DELL OPTIPLEX
Ordinateur de bureau reconditionné

IMPRIMANTE MULTIFONCTION
Impression-Photocopie-Scan

150 000 F CFA HT

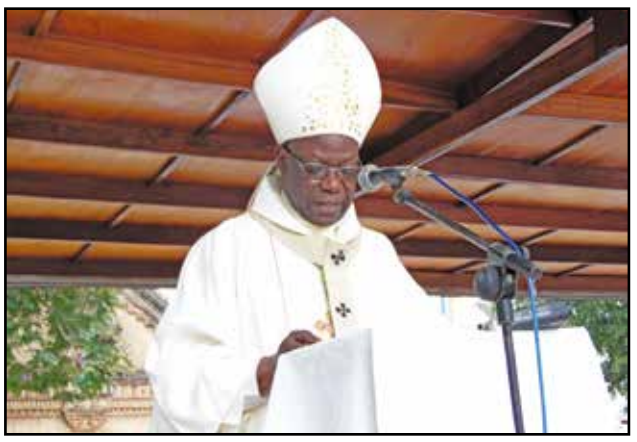
Tél.: 06 600 0000

PNR : 319, Avenue Charles De Gaulle
BZV : 105, Boulevard Sassou Nguesso

Archidiocèse de Brazzaville

Clôture de l'année pastorale et ordinations sacerdotales de huit prêtres

La clôture de l'année pastorale 2016-2017 dans l'Archidiocèse de Brazzaville a été faite, comme à l'accoutumée, à travers une messe solennelle célébrée samedi 1er juillet 2017, à la place mariale de la Cathédrale Sacré-Cœur, par l'archevêque, Mgr Anatole Milandou. Au cours de cette messe solennelle, il a conféré l'ordination sacerdotale à huit prêtres, dont deux missionnaires et six diocésains.



Mgr Anatole Milandou prononçant son homélie.

L'année pastorale dans l'Archidiocèse de Brazzaville a été clôturée dans l'apothéose. La communauté presbytérale s'est enrichie de six nouveaux prêtres: les abbés Chérubin Kilabouna, Gervais Koudissa, Jaurès Armel Vianney Mabondzo, Parfait Marius Ntari Malonga, Amour Vivaldi Ntsiangana, Evans Ntari. Ils ont été ordonnés prêtres en même temps que deux religieux, les pères Jonas Malanda-Nzouzi et Narcisse Mouanda-Boungou (tous deux de la Congrégation des fils de la charité).

Une centaine de prêtres tant de Brazzaville que de Kinkala, ainsi que ceux venus de l'étranger étaient autour de Mgr Anatole Milandou. Parmi les prêtres concélébrants, il y avait les pères Pierre Britz, supérieur général des fils de la charité, Nicaise Wilfrid Ossebi, vicaire épiscopal chargé de la vie consacrée, les abbés Mathieu Musua, recteur du séminaire universitaire Jean-Paul II, Fidèle Mabundu, doyen de la Faculté théologique de l'université catholique de Kinshasa (République Démocratique du Congo), Léonard Milongo, vicaire général de Brazzaville, Mesmin Prosper Massengo, vicaire judiciaire et secrétaire général de l'Acerac (Association des conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale), Ildevert Mathurin Mouanga, recteur du Grand séminaire de théologie Cardinal Emile Biayenda. Le tout dans une animation liturgique de la chorale diocésaine Mgr Barthélemy Batantu, le chœur diocésain de la Schola populaire et les Amis du grégorien.

Les huit prêtres ordonnés à la place Mariale.

Dans son homélie, Mgr Anatole Milandou a déclaré que deux événements majeurs ont été au cœur de l'action pastorale de l'archidiocèse, à savoir: l'ouverture de l'année pastorale couplée aux ordinations diaconales ponctuées à la célébration du 40ème anniversaire de la mort du Cardinal Emile Biayenda vécue dans l'enthousiasme et la ferveur générale, la clôture de l'année pastorale couplée aux ordinations sacerdotales de huit prêtres.

Mgr Milandou n'a pas oublié le difficile état des populations du Pool. A cause de l'insécurité qui prévaut dans ce département, trois paroisses de l'archidiocèse restent fermées à savoir: Saint Joseph de Linzolo, Saint Michel de Goma Tsé-tsé et Saint Antoine de Padoue de Koubola.

Ensuite, s'adressant aux nouveaux venus dans le presbytérat, le prélat a souligné: *«Vu le trésor que Jésus nous confie à travers l'eucharistie, n'allons pas dans le presbytérat comme des aventuriers, car la vocation du prêtre n'est pas de faire carrière, mais d'accomplir un service, celui du maître, du prêtre et de pasteur,* comme l'a souligné le Pape François lors de la 54ème journée mondiale de prière pour les vocations. *Nous voulons une pastorale efficace et efficiente pour que les jeunes prêtres apprennent auprès des ainés quelques notions évangéliques. Donc, soyez jaloux de votre sacerdoce»,* a dit Mgr Milandou.

Rappelons que la clôture de l'année pastorale 2016-2017 qui avait pour thème *«Annoncer la joie de l'Amour»*, était précédée d'une session pastorale du 27 au 29 juin 2017 qui a regroupé les ouvriers apostoliques, les responsables diocésains des mouvements d'apostolat et des Conseils pastoraux paroissiaux. Au cours de cette session, les participants ont suivi plusieurs thèmes dont le rapport synthèse de la semaine sociale tenue du 6 au 9 juin 2017, à Brazzaville, rendu public par Aristide Ghislain Ngouma, en sa qualité de rapporteur.

Pascal BIOZI KIMINOU

XVe Dimanche Ordinaire-A-

Chrétiens ou Pasteur, tous au relais de l'Espérance

***Textes**: Is. 55, 10-11; Ps. 64; Rm. 8, 18-23; Mt. 13, 1-23*

Bien-aimés de Dieu, paix et joie à vous tous! La saga biblique de ce dimanche comme le dernier, nous apporte encore un message d'espérance. En fait, Dieu notre Père sait qu'en ces temps tumultueux, nous en avons le plus que besoin. Ce pendant, de quelle espérance parle-t-on? Espérance en la *«Providence divine»*, espérance *«des pasteurs»* dans leur mission et espérance en *«l'Action de l'Esprit de Dieu qui agit en faveur de Tous»*.

Frères et sœurs! La Parole de Dieu est d'une efficacité redoutable et l'histoire d'Israël en témoigne. De cet extrait d'Isaïe par exemple, on note l'adresse fait à une catégorie des croyants encore sceptique parce qu'ils ne voient guère se réaliser les Promesses des prophètes. Désespérés et désemparés, ils ont besoin d'être rassurés; alors le prophète leur apporte un message de consolation. Ainsi, l'analogie de l'effet favorable de la pluie et de la neige sur la terre, illustre l'image de la semence du *«Verbe de Dieu»* qui ne retourne pas sans produire du résultat. C'est aussi ce que nous pouvons remarquer dans la lettre aux Romains. La Parole de Dieu vient changer le cœur de l'homme, en réhabilitant la Création qui s'était désintégrée sous l'effet du péché. Pour Paul, l'Evangile du Christ, est sans équivoque cette puissance de Dieu qui apporte le salut à tout croyant. Aussi propose t-il d'aspirer à la *«félicité céleste»*, parce que le bonheur futur l'emporte sur les contraintes du quotidien. A tout bien, si Dieu nous parle c'est pour nous assurer la béatitude, le salut!

Plus loin, dans l'Evangile, Jésus nous raconte la parabole du semeur. Ce récit, nous le connaissons bien parce que nous l'avons entendu souvent. C'est d'ailleurs, ce qui rend la parabole complexe à l'interprétation. Attention! Il ne faut surtout pas le lire comme un *«manifeste d'agronomie»*. Certainement, il faut aussi prendre du recul des commentaires classiques dont on en fait, en martelant sur les figures *«du terrain ou du sol»* en question, comme étant le cœur des impies et infidèles. Cet Evangile nous parle d'abord de l'image de Dieu entrain de semer, et de *«Nous»*, le sol où doit germer la semence. Il s'agit d'un Dieu qui *«sort»* parce qu'il a choisi d'ensemencer la terre. Cette semence c'est la Parole de Dieu. Elle nous dit tout l'amour de Dieu pour le monde, lequel il répand avec une générosité sans discrimination. Il cherche à rejoindre tous les hommes sur tous les terrains: politique, économique, culturel, scientifique; y compris ceux qui se trouvent dans les situations les plus désespérées: l'occultisme et l'impasse. Son message de salut doit être proclamé dans le monde entier et à toutes les personnes.

Oui! D'un côté il est évident que l'évangile nous parle explicitement de quatre terrains différents, le bord du chemin, le sol pierreux, le sol envahi par les mauvaises herbes et enfin la bonne terre. De même que ces terrains sont soit bons soit mauvais, de même que chacun de nous porte en lui les germes du bien et du mal. De l'autre, il n'est pas réfutable qu'en plus des terrains, le texte met en relief deux autres éléments essentiels: l'homme qui sème *«le pasteur ou l'ouvrier»* et le grain semé, *«la Parole de Dieu ou Dieu»* tout simplement.

Bien-aimés, tout compte fait, la question irréversible de ce dimanche est la suivante: Prêtre, Chrétien qui suis-je réellement dans et pour ma société? Moi *«Perte ou crétin»*, en toute conscience: si je dois semer quel que soit le terrain, en ce qui me concerne, je dois veiller à tout ce qui pourrait faire obstacle ou empêcher la Parole de produire son fruit en moi d'abord le *«messager/le semeur»* et en vers l'autre le *«sol»*. Donc, si je ne laisse pas pénétrer la Parole en moi quand je l'ai reçue en premier… Trop d'obstacles: soucis en tous genres, refus de pardonner, d'aimer et de servir qui sont ces oiseaux, ces ronces et ces cailloux, le contre témoignage qui empêcherait la Parole se réaliser. Le *«Grain»*, lui tombera toujours sur les bons et sur les méchants; il n'envisage qu'une chose: que tous lui fassent *«Bon accueil et Bon usage»*! Semer, semer, semer quel que soit le terrain, le résultat relève non pas seulement de la qualité du sol mais aussi de la vertu du Semeur; en définitive de la *«Divine providence»*.

Abbé Cedyn NKOUNGA MABIKAS
(Vicaire à la Cathédrale Saint Louis de Nkayi)

Archidiocèse de Brazzaville

L'abbé Ghislain Chéret Bazikila en pèlerinage sur les traces du Père Modeste Duval en France

Prêtre de l'Archidiocèse de Brazzaville, l'abbé Ghislain Chéret Bazikila s'est rendu en France sur les pas et les lieux de vie du père Duval, ancien professeur du Moyen-séminaire Saint-Jean de Kinsoundi et missionnaire au Congo-Brazzaville, de 1976 à 1992. Ce voyage était pour lui un véritable pèlerinage, une retraite annuelle individuelle, qui lui a permis d'en savoir plus sur la vie du Père Modeste Duval.

L'abbé Ghislain Chéret Bazikila (à gauche) devant la tombe du père Duval Modeste.

Le pèlerinage de l'abbé Ghislain Chéret Bazikila sur les traces du père Modeste Duval a connu trois étapes importantes. La première étape est le séjour à Paris où il a été accueilli chez les Missions étrangères de Paris. Il y a rencontré le père Jean-Baptiste Otciam, ancien supérieur à l'époque des Missions étrangères de Paris. C'est lui qui avait autorisé le Père Duval d'aller au Congo-Brazzaville. Le père Jean-Baptiste lui a relaté la rencontre avec le Cardinal Emile Biayenda en 1975-1976, se rappelant même facilement ses beaux moments. Selon lui, le Cardinal Biayenda était venu à Paris, chez les Mep (Missions étrangères de Paris), à la recherche d'un professeur de mathématiques, pour le Moyen-séminaire Saint-Jean. Le père Jean-Baptiste a demandé au père Modeste Duval s'il voulait partir à Brazzaville. Ce dernier revenait justement de Hue, Hong-Kong et attendait une nouvelle affectation missionnaire. La Providence l'a amené en Afrique, notamment au Congo.

Montauban et Montbéton (à 915 km au Sud de Paris) était la deuxième étape du pèlerinage. L'abbé Ghislain Chéret Bazikila a été accueilli chaleureusement à la Maison Saint-Raphaël des pères retraités des Mep. La communauté est vraiment vivante avec 27 pères. Ces pères sont très joyeux avec des visages souriants qui font que tu ne peux savoir ce qu'ils ont vécu (les expulsions et menaces communistes) avant leur retraite. Il y a même un évêque retraité parmi eux. Sur ce lieu, le pèlerinage a connu des moments forts: la présentation du livre à paraitre sur la vie missionnaire du père Duval que les pères ont appréciée. *«Tes témoignages et ton livre à parâtre nous réjouissent, parce que tu t'es basé sur des faits vécus et que tu as vus de tes yeux»*. Vers la fin de l'exposé, ils ont récité la prière que l'abbé Bazikila a composée sur le père Duval, avant de se rendre au cimetière des Mep, se recueillir devant la tombe du Père Duval.

La dernière étape du pèlerinage fut la visite en Bretagne, dans le Nord-Ouest de la France. L'abbé Bazikila a visité Saint Cyr-en-Pail, la Ville-Fleur où il a été émerveillé de voir la maison natale du père Duval. Il y a encore un large champ de blé avec des bœufs, des chevaux de famille, un clapier et d'autres bâtiments familiaux. Il a vu et marché sur la route que le père Duval empruntait pour aller à la messe, chaque matin, à l'aube de sa vocation sacerdotale. Il a visité l'église de la jeunesse du père Duval où il fut baptisé. L'abbé Bazikila a visité les tombes des membres de sa famille (parents, oncles...) ornées de drapeaux français par la commune. Sur ce lieu, les habitants ont eu soif d'entendre la vie missionnaire du père Duval et ce qu'il a fait hors de la France. Ils se sont réjouis du témoignage du prêtre venant même d'Afrique au loin. Puis, il a visité la ville Mayonne et la ville/diocèse de Laval où le père Duval fut son petit séminaire, avant d'entrer chez les Mep.

Pour conclure, l'abbé Bazikila encourage les membres de l'Association père Duval Modeste (Anciens séminaristes du Congo) à visiter un de ces lieux.

Jean-Marc MAKOUNDI
(Sur les notes de l'Abbé Ghislain Chéret Bazikila, prêtre sourd en mission aux Etats-Unis)

LCB BANK

Améliorer les pratiques commerciales des agences pour mieux servir la clientèle

LCB Bank a procédé, le 3 juillet dernier, à Pointe-Noire, au lancement de son nouveau programme d'amélioration des pratiques commerciales des équipes commerciales de son réseau d'agences. Dénommé: *«Bonguissa»*, qui voudrait dire *«arranger, améliorer, ajuster…»*, dans une des langues nationales du pays, ce programme vise, comme son nom l'indique si bien, l'amélioration de la qualité de service et la fidélisation de la clientèle.

La salle principale de réunion de l'agence centrale de LCB Bank de Pointe-Noire a servi de cadre au lancement dudit programme, sous le patronage de M. Rachid RAISSI, Directeur Général Adjoint, en présence de M. Christel DIATHA, Secrétaire Général, Mme Nelly KORILA, Directrice du Capital Humain, M. Miloud EL IOUJ, Directeur du Centre d'Affaires de Pointe-Noire, et bien d'autres responsables de cette Institution, et de quelques invités, notamment le Directeur Départemental de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre (ONEMO) et le Directeur Départemental du Travail (DDT).

Ce programme s'inscrit dans une dynamique engagée par LCB Bank, visant la transformation à la fois du capital matériel et humain de cette Institution historique sur la place financière de la République du Congo.

Ce dispositif est le deuxième du genre, lancé par LCB Bank, en l'espace de huit mois. En effet, le 14 novembre 2016, LCB Bank lançait, déjà, avec le partenariat de BMCE Bank Of Africa Academy (Académie du groupe BMCE Bank Of Africa), le programme d'accompagnement de l'ensemble de ses managers, appelé: *«Mbongwana»*, dans le but d'équiper ses responsables sur les problématiques relatives au management.

LCB Bank, en ce temps de crise économique et financière, a pris l'option d'investir dans la formation et l'équipement de son capital humain, qu'il place au centre du développement de ses activités, pour se préparer aussi à la reprise d'activités, dans les mois à venir.

Une dynamique de changement, pour *«aller plus loin, par rapport aux enjeux de l'heure…»*, selon l'expression de Rachid RAISSI, dans son allocution de circonstance.

Photo de famille, à l'issue de la cérémonie.

Dans un environnement de forte concurrence, qui plus est, dans un contexte de crise, la manière de servir et la qualité des prestations délivrées sont des préoccupations couvertes par les différents modules, qui seront déroulés tout au long de ce dispositif.

«Bonguissa», le programme que nous lançons aujourd'hui sur l'amélioration des pratiques commerciales, s'inscrit dans la dynamique désormais en marche. *«Il s'agit de donner à LCB Bank les moyens de ses ambitions et à notre clientèle les raisons de continuer à nous renouveler sa confiance»*, a encore expliqué Rachid RAISSI. *«Aujourd'hui, donc, LCB Bank poursuit cet engagement, car depuis le lancement en novembre 2016 du programme Mbongwana, dispositif d'accompagnement de l'ensemble des managers de LCB Bank, nous voici encore ce jour, pour le lancement de Bonguissa, ce précieux programme d'amélioration des pratiques commerciales auprès de sa force commerciale à Pointe-Noire, après le lancement à Brazzaville il y a deux semaines»*, s'est félicité, pour sa part, le Directeur Général Adjoint de LCB Bank.

Le programme *«Bonguissa»* se veut donc une réponse adéquate aux défis auxquels LCB Bank fait face.

«Bonguissa est aussi une manière de répondre positivement au constat dressé à l'occasion de l'état des lieux réalisé en amont de ce dispositif», a poursuivi M. Rachid RAISSI.

Pour la Directrice du capital humain (directrice des ressources humaines), Nelly KORILA, il est temps d'adopter de nouvelles attitudes, en renonçant aux pratiques inadéquates, en phase avec les exigences de notre métier et les attentes de notre clientèle. *«Le temps est venu de renoncer à un certain nombre de nos habitudes, pour adopter des pratiques illustrant les cinq valeurs que nous avons choisies comme identité, à savoir: la bienveillance, l'intégrité, le respect, l'innovation et la performance»*, a indiqué Nelly KORILA.

Pour finir, le Directeur Général Adjoint LCB Bank a fait une recommandation aux auditeurs de ce programme, en ces termes: *«Après cette formation, il faudra partir à la rencontre et la prospection de notre clientèle. Il faudra prêter attention à leurs doléances, afin de mieux les servir…»*.

Cet engagement emboîte le pas à l'orientation de la communauté des RH du groupe BMCE Bank Of Africa dont LCB Bank fait partie, à savoir: *«l'humain au-delà de tout»*, selon la devise des responsables des ressources humaines de LCB Bank.

John NDINGA-NGOMA

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo

Tél: 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire: 00881631518213

Facsimilé: 00(242)2814513
E-mail: FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº007/FRCON/2017

Date de publication: 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures: 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP /PRC/3505 «Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentale (PD-PAC)», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter:

Un(e) Consultant(e) National(e) en statistique des pêches
Lieu d'affectation: Congo Brazzaville
Durée du contrat: 2 missions de terrain d'une durée de 7 +14 jours respectivement, soit 21 jours

1. DESCRIPTIONS DU POSTE

Sous la supervision générale du Fonctionnaire chargé des Pêches et de l'Aquaculture, du Bureau Sous- Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (SFC), sous la direction technique du statisticien de la pêche (FIAS) et en étroite collaboration avec le Consultant International statisticien des pêches et le coordonnateur du projet, le Consultant statisticien des pêches sera chargé de:

- **Organiser l'atelier sur les besoins d'information sur la pêche et contribuer à son animation ;**
- **Participer et contribuer au développement des formations sur la collecte des données de pêche ;**
- **Contribuer en relation avec le Consultant International aux travaux préparatoire de l'enquête cadre.**

2. PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)

Produits	Dates de livraisons
• Rapport final de l'atelier sur les besoins d'information sur la pêche,	1 mois après la tenue de l'atelier.
• Rapport final de la formation sur la collecte des données de pêches.	1 mois après la dernière formation sur la collecte des données de pêches.

3. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES

- **Diplôme universitaire en Agronomie, en Statistique, en économie ou d'autres domaines similaires ;**
- **Une expérience au moins de cinq ans dans les domaines des statistiques de pêche, système d'informations halieutiques;**
- **Une forte compétence interpersonnelle et de communication, y compris d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français;**
- **Avoir des aptitudes à travailler dans un environnement multiculturel et à interagir positivement avec un large éventail de parties prenantes dans un contexte international, régional et national.**

I. COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures doivent être constitués de:

- **Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO ;**
- **Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site: www.fao.org/fileadmin/user upload/Employment/ADM11f.doc**

NB: Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien: www.fao.org/fileadmin/user upload/…/docs/CONSEILS_GS.pdf

- **Un Curriculum Vitae;**
- **Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.**
- **Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº007/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste»;**
- **La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017;**
- **Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à:**
- **A: FAO-CG@fao.org**
- **Objet: AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº007/FRCON/2017.**

Brazzaville, 10 Juillet2017

Clôture du P.d.a.r.p

Des résultats importants obtenus grâce à des activités agricoles réalisées

Le P.d.a.r.p (Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes agricoles) a présenté le rapport d'achèvement de ses activités, mercredi 5 juillet 2017, dans la salle de conférence de la préfecture de Brazzaville. Au cours d'une cérémonie présidée par Michel Elenga, directeur de cabinet du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, en présence d'Amadou Oumar Ba, chargé de ce projet à la Banque mondiale et Isidore Ondoki, coordonnateur du P.d.a.r.p, ainsi que de plusieurs cadres dudit projet, du Ministère, de la société civile et de la Banque mondiale.

Des participants: au 1er plan, Michel Elenga et Amadou Oumar Ba.

Ce projet a été cofinancé par l'Etat congolais et la Banque mondiale, à travers sa filiale I.d.a (Association internationale de développement), pour un coût global de 50,5 millions de dollars américains, soit 40 millions, pour le projet de base et 10,5 millions, pour le financement additionnel. Mis en œuvre en 2008, ce projet a clôturé ses activités le 30 avril 2017 et, il a été de bon aloi que le gouvernement prépare et présente son rapport d'achèvement à la Banque mondiale, son partenaire, mais aussi aux autres partenaires et parties prenantes. Ce rapport est un document contenant l'ensemble des résultats obtenus par le projet durant son exécution.

Selon les résultats obtenus, le P.d.a.r.p a eu pour objectif d'accroitre la capacité des populations pauvres des zones rurales, d'augmenter leurs revenus grâce à l'amélioration des techniques agricoles et des infrastructures de marchés, tout comme de mettre en œuvre des politiques agricoles et des programmes de dépenses axés sur la lutte contre la pauvreté. Le projet a reposé sur quatre composantes ayant permis l'exécution de plusieurs activités: le renforcement des capacités du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; la réhabilitation des pistes rurales et infrastructures de marchés; l'appui aux activités productives et génératrices de revenus en milieu rural et, la gestion et la coordination du projet.

Comme résultats importants obtenus, on peut citer, entre autres: le renforcement des capacités des services centraux et déconcentrés du Ministère en charge de l'agriculture, par des acquisitions du matériel roulant et la formation des cadres dans des domaines comme le suivi-évaluation, la passation des marchés, la gestion axée sur les résultats, le cadre de dépenses à moyen terme, le montage des microprojets et l'environnement. Par ailleurs, près de 70 pistes rurales, d'une distance totale de 1.319 Km ont été réhabilitées, dont 30 % environ ont été entretenues. 41 infrastructures de marchés comprenant des hangars, avec étales en béton, des boutiques, des bureaux pour le comité de marché, les latrines modernes et des points d'eau ont amélioré les conditions de commercialisation des denrées alimentaires. Les principaux bénéficiaires: les groupements de producteurs en milieu rural, pratiquant l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture. Et, les principales spéculations constituant les microprojets ont été le manioc, le maïs, l'arachide, la banane, l'élevage de petits ruminants et de proc, l'aviculture, la pisciculture, la pêche et la transformation, les produits de maraichage, l'igname, les boutures de variétés améliorées de manioc.

La stratégie du projet était basée sur le renforcement des capacités nationales, notamment les acteurs du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; les producteurs, la recherche agronomique, les bureaux d'études, les Ongs, les consultants et les entreprises privées des travaux publics. *«Des performances positives ont été notées ainsi que des défis majeurs pour le développement de l'agriculture congolaise tournant autour des questions structurelles»*, a conclu le rapport. Toutefois, deux recommandations ont été formulées: mettre en œuvre les réformes requises pour le renforcement de l'accès pérenne des producteurs aux services d'appui-conseil, aux semences améliorées et aux autres moyens de production et, accélérer la mise en œuvre du projet d'agriculture commerciale en cours de préparation, en capitalisant les leçons apprises sous le P.d.a.r.p.

Pour Michel Elenga, *«la mise en œuvre du P.d.a.r.p n'a pas été facile. Ce projet a eu des débuts très difficiles du fait, entre autres, de l'apprentissage de ses animateurs et des difficultés du gouvernement à assurer le paiement des fonds de contrepartie. Toutefois, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche se félicite de l'ancrage du P.d.a.r.p comme projet sous tutelle et souhaite que d'autres projets présents et à venir puissent s'exécuter de cette manière, c'est-à-dire en intelligence avec les politiques et stratégies sectorielles.»*

Philippe BANZ

Association Socio-Solidarité

Un repas convivial pour raffermir les liens de solidarité

Un an et trois mois après la tenue de ses assises constitutives, l'association Socio-Solidarité regroupant des anciens étudiants du département de sociologie de l'Université Marien Ngouabi, s'est offert un repas collectif à la cafétéria du Ministère des hydrocarbures, le 1er juillet 2017, pour raffermir les liens de solidarité entre membres. Mme Régine Tchicaya Oboa et Matondo-Kubu Turé, enseignants de sociologie et membres du Comité d'honneur, ont honoré de leur présence cette retrouvaille. D'autres invités, membres du Comité d'honneur comme Henri Ossebi, Joseph Asselam Mekana, sociologues et Julien Mbambi, psychologue, n'ont pu y prendre part, pour empêchement.

Les membres et les membres du Comité d'honneur posant après le repas.

Le buffet de cette agape était constitué des traditionnels mets qui occupent d'ordinaire nos assiettes. Mais, à moins d'être un parangon de l'égoïsme, force est de reconnaître qu'un repas, même étant l'œuvre d'un chef cuisinier cinq étoiles, consommé individuellement, ne procure pas les mêmes délices ou la même satisfaction, que quand il est mangé dans une ambiance de gaieté collective. Surtout, lorsqu'il s'agit en l'espèce, des personnes ayant un passé commun à la Fac, et qui ont résolu de mutualiser leurs efforts, pour donner chair aux concepts entraide et solidarité.

Un moment de partage intellectuel

Mme Régine Tchicaya Oboa, saluant l'initiative, a fait quelques suggestions ô combien pertinentes, pour la bonne marche de Socio-Solidarité Etudes et Recherches, une composante de la société savante à côté des actions de solidarité et d'entraide. Elle a proposé, dans cet élan, quelques thématiques des faits de société pouvant faire l'objet d'études dans Socio-Regards, une revue à paraître. Matondo-Kubu Turé, qui est depuis quelque temps à la tête d'une maison d'édition dénommée Médiafrique Editions, a émis le souhait que cette structure éditoriale puisse éditer ladite revue. Et, dans la perspective de construire ou de renforcer la production éditoriale nationale, son souhait a rencontré l'approbation du Bureau de Socio-Solidarité. Celui-ci va, sans doute, être acté après des entretiens qui vont s'approfondir, pour définir concrètement le contour de ce partenariat.

L'association Socio-Solidarité qui, par ailleurs, a remercié vivement ces universitaires d'avoir répondu à son invitation, leur a fait savoir que leurs contributions intellectuelles et/ou leur facilitation dans des contacts à établir, avec divers organismes et institutions, sont attendues. Dans l'exercice de dissection des faits sociaux sus mentionnés, les membres du Comité d'honneur constitueront le Comité scientifique de l'association. Pendant cet échange, le Bureau de Socio-Solidarité a informé les membres du Comité d'honneur de la participation remarquée de ladite association aux obsèques du professeur Côme Mankassa, en juillet 2015.

Ce repas, qui a été un catalyseur ou un adjuvant de solidarité, un moment d'échange avec le Comité d'honneur, se veut aussi une opération de visibilité, pour l'association Socio-Solidarité qui lance un appel d'adhésion à tous les anciens étudiants du département de sociologie à cette dynamique de solidarité, d'études et de recherche. Avec sa devise: Solidarité-Action, l'association Socio-Solidarité dit: *«Plus nombreux nous sommes, plus forts nous sommes!»* Et, dans ce train de solidarité en marche, on peut s'embarquer en appelant les numéros suivants: 06.636.34.90; 05.598.79.00, 05.535.38.84.

Dany NKODIA

Coopération

Deux nouveaux accords de financement et la restructuration de trois projets redynamisent la coopération Congo-Banque mondiale

Il y a peu, dans la ville capitale, le 23 juin dernier, le gouvernement de la République du Congo et le Bureau de la Banque mondiale ont signé des accords de financement relatifs au Prisp (Projet de réformes intégrées du secteur public) et au Pfde (Projet forêt et diversification économique); ainsi que des accords de restructuration du Pade (Projet d'appui à la diversification de l'économie), de la phase II, du Pdss (Projet de développement des services de santé) II et du Pstat (Projet de renforcement des capacités en statistiques). Objet essentiel de ces accords: apporter de nouveaux financements à la République du Congo, afin de soutenir les efforts du gouvernement en matière de réformes économiques rendues nécessaires par la situation financière difficile que traverse le pays, d'une part, et alléger la charge sur le gouvernement, en accroissant la part de la Banque mondiale dans le financement des projets, d'autre part.

Calixte Nganongo.

Djibrilla-Issa.

Ces accords de financement et de restructuration des projets ont été paraphés par Calixte Nganongo, ministre des finances, du budget et du portefeuille public d'une part, et par Djibrilla Issa, Représentant résident de la Banque mondiale, en présence d'Ingrid Olga Ebouka Babakas, ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, en sa qualité de gouverneur de la Banque mondiale en République du Congo. D'un montant de 40 millions de dollars, le premier financement pour le Prisp appuiera les efforts de l'Etat, en vue du rétablissement de la stabilité macroéconomique et la viabilité budgétaire. Il apportera une assistance technique, pour appuyer les réformes engagées par le gouvernement dans: la diversification des sources de recettes publiques, en élargissant l'assiette fiscale notamment, au foncier et à l'économie forestière, pour contribuer à atténuer l'impact de la chute des recettes pétrolières sur le budget de l'Etat; le renforcement de la gestion de la dépense publique ainsi que la redevabilité en République du Congo, en particulier par un appui aux régies financières (la cour des comptes, les commissions économie et finances du parlement, l'inspection générale des finances); l'appui à la réforme de la fonction publique et de l'Etat par la modernisation et la fiabilisation de la gestion des fonctionnaires et de la solde (recensement des fonctionnaires, répertoire des expertise et carrières, etc.). Le deuxième financement d'un montant de 6,5 millions de dollars, quant à lui, est un don accordé par le Fonds pour l'environnement mondial, à travers la Banque mondiale. Ce financement devrait permettre de renforcer les efforts de la République du Congo en matière de gestion forestière et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers le mécanisme de Réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation forestière (Redd+). Ce financement soutiendra les efforts du gouvernement visant à diversifier l'économie de la République du Congo, à travers un appui aux populations locales, pour des techniques agroforestières durables, et le tourisme écologique par le développement des deux parcs nationaux de Ntokou Pikounda et de Nouabalé-Ndoki. Il appuiera, également, la lutte anti-braconnage du Gouvernement.

Eu égard à la situation financière difficile que traverse, aujourd'hui, le Congo, la Banque mondiale restructure ses financements apportés aux projets cofinancés avec l'Etat, afin de différer le décaissement des fonds de la contrepartie par le gouvernement. De la sorte, la Banque mondiale procédera au décaissement préalable de ses propres ressources financières avant celles du gouvernement. Il en va ainsi du Pade, dans sa Phase II, du Pdss II et du Pstat. Ces restructurations de financement seront complétées, in fine, par l'apport de ressources financières additionnelles, pour accroitre la part de la Banque mondiale dans le financement des projets, afin d'alléger la charge sur le gouvernement.

V.M.

Parcelle de terrain à vendre à Moukondo (Brazzaville)

Parcelle de terrain, avec habitation, d'une superficie de 20 mètres sur 20, à vendre dans la Rue Matombé, n°65, au Quartier Moukondo, dans le 4ème Arrondissement Moungali, Commune de Brazzaville.

Pour tous renseignements,

Tel: 06.666.36.31/01.222.83.82 / 04.400.76.95 ou 05.797.20.86

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo
Tél: 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire: 00881631518213
Facsimilé: 00(242)2814513
E-mail: FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº008/FRCON/2017

Date de publication: 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures: 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP / PRC/3505 «Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentale (PD-PAC)», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter :

Un(e) Consultant(e) National(e) en Socio-Economiste
Lieu d'affectation: Congo Brazzaville
Durée du contrat: 2 missions de terrain d'une durée de 7 +14 jours respectivement, soit 21 jours

1. DESCRIPTIONS DU POSTE
Sous la supervision générale du Fonctionnaire chargé des Pêches et de l'Aquaculture, du Bureau Sous- Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (SFC), sous la direction technique du responsable de l'information et des statistiques sur les pêches et l'aquaculture (FIPS), en étroite collaboration avec le Consultant international statisticien des pêches, le Consultant national socio-économiste sera chargé de:
• Contribuer en relation le consultant national statisticien à l'organisation de l'atelier sur les besoins d'information sur la pêche et à son animation;
• Participer et contribuer au développement des formations sur la collecte des données de pêche;
• Contribuer en relation avec le Consultant international et le consultant national statisticien des pêches aux travaux préparatoires de l'enquête cadre;
• Organiser en collaboration avec le consultant national statisticien des pêches l'enquête cadre et participer à l'analyse des résultats de l'enquête cadre.

2. PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)

• Rapport final de l'atelier sur les besoins d'information sur les aspects socio-économiques,	1 mois après la tenue de l'atelier.
• Rapport final sur la collecte des données socio-économiques.	1 mois après la réalisation de l'enquête cadre.

3. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES
• Diplôme universitaire en Agronomie, en Statistique, en économie ou d'autres domaines similaires;
• Une expérience au moins de cinq ans dans les domaines des statistiques de pêche, système d'informations halieutiques;
• Une forte compétence interpersonnelle et de communication, y compris d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français;
• Avoir des aptitudes à travailler dans un environnement multiculturel et à interagir positivement avec un large éventail de parties prenantes dans un contexte international, régional et national.

I. COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES
Les dossiers de candidatures doivent être constitués de:
• Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO;
• Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site:
www.fao.org/fileadmin/user upload/Employment/ADM11f.doc
NB: Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien : www.fao.org/fileadmin/user upload/.../docs/CONSEILS_GS.pdf
• Un Curriculum Vitae;
• Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.
• Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº008/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste»;
• La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017;
• Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à :
• A: FAO-CG@fao.org
• Objet: AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº008/FRCON/2017.

Brazzaville, 10 juillet 2017

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo
Tél: 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire: 00881631518213
Facsimilé: 00(242)2814513
E-mail: FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº009/FRCON/2017

Date de publication: 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures: 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP / PRC/3505 «Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentale (PD-PAC)», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter :

I. Un(e) Consultant(e) National(e) en biologie des ressources halieutiques continentales
Lieu d'affectation: Brazzaville et axe Makoua-Okombé-Ntoukou dans le département de la Cuvette, axe Ouesso -Pikouanda- Ngombé et Mpouya

Durée du contrat: 150 jours (soit 75 jours sur le terrain)

1. DESCRIPTIONS DU POSTE
Sous la supervision générale du Fonctionnaire chargé des Pêches et de l'Aquaculture, pour le Bureau Sous-Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (SFC), sous la direction technique du responsable des ressources halieutiques continentales (FIRF) du siège de la FAO, en étroite concertation avec le coordonnateur national, le consultant national en biologie des ressources halieutiques continentales sera chargé de:
• Identifier les espèces commerciales dans les trois zones du projet (axe Makoua-Okombé-Ntokou dans le département de la Cuvette, axe Ouesso-Pikouanda-Ngombé et Mpouya) en utilisant les connaissances indigènes locales des pêcheurs;
• Localiser les principaux domaines de pêche continentale et de l'utilisation de l'espace commun;
• Faire une étude sur la biologie des espèces commerciales dans les trois zones du projet, en se concentrant sur les aspects temporaires et spatiaux, avec le but de faire des recommandations sur les repos biologiques et des zones à protéger.

2. PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)

Produit	Date de livraison
Rapport final sur la biologie des espèces commerciales de la pêche dans les zones du projet PD-PAC.	Novembre 2017

3. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES
• Diplôme universitaire en écologie aquatique-ichtyologie-environnement, en Agronomie, en biologie ou d'autres domaines similaires;
• Une expérience au moins de dix (10) ans dans le domaine de la pêche et biologie des poissons;
• Une forte compétence interpersonnelle et de communication, y compris d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français;
• Avoir des aptitudes à travailler dans un environnement multiculturel et à interagir positivement avec un large éventail de parties prenantes dans un contexte international, régional et national.

II. COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES
Les dossiers de candidatures doivent être constitués de:
• Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO ;
• Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site:
www.fao.org/fileadmin/user upload/Employment/ADM11f.doc
NB: Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien : www.fao.org/fileadmin/user upload/.../docs/CONSEILS_GS.pdf
• Un Curriculum Vitae;
• Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.
• Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº009/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste»;

• La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017;
• Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à:
• A: FAO-CG@fao.org
• Objet: AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº009/FRCON/2017.

Brazzaville, le 10 juillet 2017

Elections législatives et locales 2017

Une dynamique extraordinaire autour des candidats indépendants Yuki

A l'instar d'un avion s'apprêtant à prendre son envol, la campagne électorale des candidats Yuki n'a pas commencé sur les chapeaux de roues. La raison? Toute l'ambigüité ayant suivi le dépôt des dossiers des candidats de cette formation politique du très charismatique Guy-Brice Parfait Kolelas.

Seulement après, il a fallu que le patron du Yuki commence à présenter les candidats indépendants Yuki pour constater la vague qui a déferlé sur Brazzaville, à chacune de ses descentes, comme l'avion atteignant sa vitesse de croisière. A toutes les descentes, nous avons cru revivre l'épisode de la campagne de l'élection présidentielle de 2016, tant l'engouement et le déferlement des populations et donc la marée humaine ainsi occasionnée, empêchaient même le cortège du leader du Yuki d'avancer. Quelles sont les vraies raisons de cette attraction massive des populations à chacune des descentes de Guy-Brice Parfait Kolelas? La vision politique, son message qui contraste avec les discours politiques ordinaires et puis cette espèce de mythe autour de ce leader de la dimension d'André Grénard Matsoua.

De la vision politique et du projet de société de Yuki

En attendant la mise en œuvre à l'échelle nationale de son projet de société, l'U.d.h-Yuki envisage, si les rênes de la communauté de Brazzaville lui étaient confiées par le souverain primaire, la mise en place d'un programme de développement du secteur informel à Brazzaville, avant d'étendre cette expérience à l'échelle nationale. Il s'agira d'un programme concret de diversification économique à effets sociaux extraordinairement efficaces, dont les premières retombées économiques et sociales devraient être très vite perceptibles aussi bien par les Congolais que par l'Etat lui-même.

L'approche consiste, dans une première étape, à organiser l'ensemble du secteur informel et l'intégrer dans le processus de développement du pays. Les entreprises opérant dans ce secteur, suivant leurs formes et leurs tailles (artisans, très petites entreprises, petites entreprises, petites industries), vont être enregistrées, fichées suivant une base de données informatisée avec des mises à jour permanente des entrées et sorties de ce secteur informel.

Une fois la base de données mise en place, l'étape suivante consistera à bancariser l'ensemble des opérateurs ainsi enregistrés, à élaborer et adopter des plans de management. Cette étape fera naître, à ce niveau, non seulement des droits pour les opérateurs, mais aussi des obligations contractuelles vis-à-vis de l'organe de l'Etat qui est à ce stade, la collectivité locale, parce qu'à compter de cette étape, chaque entité ou artisan est d'ores et déjà identifié par un numéro fiscal. Il s'enclenchera ensuite la phase d'attribution des crédits proportionnés, avec une plage de remboursement présentée par la banque. La collectivité locale devenant ainsi l'avaliseur et le garant de toute la transaction sur une période quinquennale.

Le but de la mise en place d'un programme, d'un projet ayant reçu délégation de pouvoirs de la part de la collectivité, c'est d'assurer le suivi-évaluation de l'ensemble du processus, afin qu'aucune distorsion ne soit constatée à l'exécution normale et effective du processus. Le projet sera aussi un incubateur de ces petites entreprises et artisans. Il assurera un accompagnement permanent et une surveillance accrue de l'exécution du processus.

Sur le volet «devoirs et obligations», la structure ou l'artisan ainsi fichée est soumise à l'obligation de ne pas s'écarter de l'objet du projet, ni de son plan de management présenté et adopté en amont.

Aménager son cadre de travail, exécuter son plan de management, rembourser son crédit et s'acquitter de ses obligations fiscales deviennent, dès lors, une obligation contractuelle.

Guy-Brice Parfait Kolelas.

Diop Mahouckous.

A ce sujet, afin de permettre à ces structures de se développer sans entraves, conformément au projet, des exonérations douanières seront accordées durant le premier quinquennat du processus, mais en revanche, elles seront assujetties au versement de l'I.r.p.p et aux cotisations sociales de leurs employés.

C'est donc un challenge énorme aussi bien pour les acteurs du secteur informel eux-mêmes que pour la collectivité locale ou l'Etat, par ce que le projet est quinquennal. Au bout des cinq premières années se fera la première évaluation du projet dans son ensemble, de la performance de chaque opérateur et de l'impact sur l'économie, sur la société, notamment la résorption du chômage, sur la réduction de la pauvreté, sur la résilience à transformer des opérateurs, jadis d'un type informel vers un autre type, de contributeur économique: des artisans en petits entrepreneurs, des petits entrepreneurs en moyens entrepreneurs et la réduction à la portion congrue du secteur informel tendant à disparaître, mais plutôt passant à échelle, grâce à cet effort d'accompagnement de l'Etat ou de la collectivité locale.

L'U.d.h-Yuki, une vision et un idéal

Lorsque nous le disons, nous partons bien sur des bases factuelles. Il nous faudra implémenter notre projet de société à l'échelle des collectivités dont on se verrait confier les rênes, dont la première estimation en termes de résultats concrets fait état de plus de 25.000 emplois directs qui seront ainsi créés sur une période de cinq ans. Il est, dès lors, très aisé de faire la déduction des retombées faramineuses d'une telle politique à l'échelle nationale, tant sur le plan économique que sur le plan social.

De tels programmes de développement et à portée économique peuvent ainsi être multipliés. On peut autant dire des autres domaines: de l'éducation nationale, donc de la réforme de l'école qui s'impose aujourd'hui, du système sanitaire, des transports, de l'agro-industrie, etc.

L'U.d.h-Yuki se voudrait un incubateur d'entreprises, au-delà de sa vocation à être une formation politique, mais une formation politique qui prône une autre façon de faire de la politique. La vision *«yukiste»* est de faire la politique pour changer le quotidien des Congolais, d'aller vers le bien-être des populations et de conduire le pays vers l'émergence économique et sociale. Tout cela sans discours creux, parce qu'un pays africain comme le Rwanda, parti quasiment de zéro, présente aujourd'hui, en seulement une décennie, les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la sous-région. On peut aussi citer les anciens dragons asiatiques: la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, avec une meilleure gouvernance et un peu de volonté politique sont devenus des pays émergents. C'est le rêve que nous caressons pour notre pays sauvagement riche en ressources naturelles et en ressources humaines de qualité et, paradoxalement, très peu peuplé.

Diop MAHOUCKOUS

JOB OPPORTUNITY ANNOUNCEMENT

AMERICAN EMBASSY, BRAZZAVILLE
ANNOUNCEMENT NUMBER 005-2017

OPEN TO: All interested candidates
POSITION: Registered Professional Nurse FSN-9/FP-05
OPENING DATE: June 19, 2017
CLOSING DATE: July 3, 2017
WORK HOURS: Full-time, 40 hours/week
SALARY: Information on salary and the specifics of this employment may be obtained from the Human Resources Office

NOTE: All ordinarily resident applicants must have the required work and/or residency permits to be eligible for consideration.

The Medical Unit of the U.S. Embassy in Brazzaville is seeking an individual for the position of Registered Professional Nurse.

BASIC FUNCTION OF POSITION

The incumbent will serve as the U.S. Registered Professional Nurse, or Western European equivalent trained Registered Professional Nurse with comparable licensure. The position is located in the Embassy Health Unit (HU) and is under the direct supervision of Post Local Physician. The position will provide the full range of professional nursing services to American and occupational health to Locally Employed Staff.

QUALIFICATIONS REQUIRED

NOTE: All applicants must address each selection criterion detailed below with specific and comprehensive information supporting each item.

1. Education:
Must be a graduate of a professional nursing school with a current and unrestricted Registered Nurse license from the U.S., Puerto Rico, or any Western European equivalent.
2. Prior work experience:
At least one year of hospital or outpatient nursing experience is required.
3. Language requirements
Level III (Fluent) Speaking/Reading English and French are required (English skills will be tested).
4. Knowledge
Must have knowledge of general nursing principles and practice. Uses the professional nursing process including assessment, planning, implementation, and evaluation. Must have knowledge of current nursing technology and methods. Must be knowledgeable on medications, biologics, and immunizations generally used in American Medical practice. Additionally, must be able to administer adult and pediatric immunization program according to current CDC standards. Strong interpersonal skills and a client-oriented disposition are required. Must have good working knowledge or experience in current health promotion recommendations in the U.S. population.
5. Skills and abilities
Must be sensitive to needs and feelings of others and be approachable to every person at post in order to obtain and maintain the trust and confidence of employees and dependents. Must have experience in management and procurement of expendable medical supplies and equipment for ambulatory standards of care. Must be able to perform basic word processing on the computer (Basic Computer skills will be tested).

ADDITIONAL SELECTION CRITERIA

1. Management will consider nepotism/conflict of interest, and budget status in determining successful candidacy.
2. Current employees serving a probationary period are not eligible to apply.
3. Current employed U.S. citizen EFMs who hold a FMA appointment are ineligible to apply for advertised positions within the first 90 calendar days of their employment.
4. Currently employed NORs hired under a Personal Services Agreement (PSA) are ineligible to apply for advertised positions within the first 90 calendar days of their employment, unless currently hired into a position with a When Actually Employed (WAE) work schedule.
5. Successful candidate must be able to obtain the required security clearance.

TO APPLY

Interested applicants for this position must submit the following or the application will not be considered:
1. Application for U.S. Federal Employment (DS-0174) or
2. A current resume or curriculum vitae that provides the same information as an DS-0174; plus
3. Candidates who claim U.S. Veterans preference must provide a copy of their form DD-214 with their application.
4. Any other documentation (e.g., essays, certificates, awards, copies of degrees earned) that addresses the qualification requirements of the position as listed above.

SUBMIT APPLICATION TO

Management Officer
U.S. Embassy Brazzaville -Boulevard Denis Sassou Nguesso
N°: 70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-ville.
E-mail: BrazzaHRO@state.gov
PHONE: 06-612-2000 / 06-612-2073 / 06-612-2143/06-612-2133
Website: http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html
CLOSING DATE FOR THIS POSITION: July 3, 2017

The US Mission in Brazzaville provides equal opportunity and fair and equitable treatment in employment to all people without regard to race, color, religion, sex, national origin, age, disability, political affiliation, marital status, or sexual orientation. The Department of State also strives to achieve equal employment opportunity in all personnel operations through continuing diversity enhancement programs.

The EEO complaint procedure is not available to individuals who believe they have been denied equal opportunity based upon marital status or political affiliation. Individuals with such complaints should avail themselves of the appropriate grievance procedures, remedies for prohibited personnel practices, and/or courts for relief.

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo

Tél: 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire: 00881631518213

Facsimilé: 00(242)2814513
E-mail: FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº010/FRCON/2017

Date de publication: 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures: 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/PRC/3604 intitulé «Appui à l'élaboration du schéma directeur sur la valorisation intégrée des ressources en eaux pour l'agriculture et l'élevage en République du Congo: Départements de la Cuvette, Plateaux, Pool, Niari, Kouilou et Bouenza.», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter:

Un(e) Consultant(e) National(e) en Génie Rural
Lieu d'affectation: Brazzaville, Congo.
Durée du contrat: 120 jours (4 mois), étalés sur 2 ans.

1) DESCRIPTIONS DU POSTE
Sous la supervision globale de Madame la Représentante de la FAO au Congo et sous la supervision technique de la Division Terres et Eaux (Rome) et du Fonctionnaire en charge des Terres et des Eaux du Bureau Sous régional de la FAO pour l'Afrique (SFC), en étroite collaboration avec le Consultant CTPD Expert en Génie Rural, le consultant national en Génie Rural sera chargé de :
• Evaluer le potentiel des ressources hydriques pour les différents usages;
• Proposer des aménagements hydrauliques agricoles en déterminant les modes d'irrigation appropriée aux cultures, à la topographie et à la source de l'eau;
• Proposer des aménagements des pistes agricoles et autres infrastructures;
• Intégrer des usages multiples en considérant des opportunités et des programmes existants.

2) PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)

Produits attendus	Date d'achèvement exigée
• Un rapport de diagnostic sur l'état des lieux des ressources en eaux, en collaboration avec l'expert CTPD en Génie Rural;	Octobre 2017
• Un Document de travail devant permettre d'élaborer un schéma directeur sur l'utilisation des ressources en eaux dans les zones cibles du projet, en collaboration avec l'expert CTPD en Génie Rural;	Février 2018
• Un document de travail devant permettre l'élaboration d'un Plan d'action et d'investissement pour la mise en œuvre du schéma directeur, en collaboration avec l'expert CTPD en Génie Rural.	Février 2018

3) QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES
• Un diplôme d'Ingénieur en génie rural avec spécialité si possible dans les aménagements, les ouvrages et la maitrise de l'eau;
• Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine;
• Excellente connaissance du français et grande capacité de rédaction et de synthèse;
• Capacité de travailler en équipe;
• Capacité de travailler sous pression;
• Respect et adaptation en matière de culture genre, religion, race, nationalité et âge.

4) COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES
Les dossiers de candidatures doivent être constitués de:
• Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO;
• Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site:
www.fao.org/fileadmin/user_upload/Employment/ADM11f.doc
NB: Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien : www.fao.org/fileadmin/user_upload/.../docs/CONSEILS_GS.pdf
• Un Curriculum Vitae;
• Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.
• Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº010/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste»;
• La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017;
• Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à :
FAO-CG@fao.org
• Objet: AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº010/FRCON/2017.

Brazzaville, le 10 juillet 2017

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo

Tél: 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire: 00881631518213

Facsimilé: 00(242)2814513
E-mail: FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº011/FRCON/2017

Date de publication: 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures: 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/PRC/3604 intitulé «Appui à l'élaboration du schéma directeur sur la valorisation intégrée des ressources en eaux pour l'agriculture et l'élevage en République du Congo: Départements de la Cuvette, Plateaux, Pool, Niari, Kouilou et Bouenza.», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter:
Un(e) Consultant(e) National(e), Spécialiste en Agronomie

Lieu d'affectation: Brazzaville, Congo
Durée du contrat: 120 jours (4 mois) étalés sur 2 ans.

1) DESCRIPTIONS DU POSTE
Sous la supervision globale de Madame la Représentante de la FAO au Congo et sous la supervision technique de la Division Terres et Eaux (Rome) et du Fonctionnaire en charge des Terres et des Eaux du SFC et en étroite collaboration avec le Consultant International CTPD Expert en Génie Rural, le consultant national, Spécialiste en Agronomie sera chargé de :
• Faire un état des lieux des différentes productions agricoles et l'esquisse des chaînes de valeurs des principales productions végétales ;
• Produire une estimation des valeurs marchandes annuelles et les potentiels disponibles.

2) PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)
En collaboration avec le Consultant International CTPD Expert en Génie Rural, le Consultant National doit produire les documents suivants:

Produits attendus	Date d'achèvement exigée
• Un rapport de diagnostic sur l'état des lieux des productions agricoles y compris les chaînes de valeurs;	Octobre 2017
• Un document de travail devant permettre d'élaborer un schéma directeur sur l'utilisation des ressources en eaux dans les zones cibles du projet;	Février 2018
• Un document de travail devant permettre l'élaboration d'un Plan d'action et d'investissement pour la mise en œuvre du schéma directeur.	Février 2018

3) QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES
• Un diplôme d'Ingénieur en Agronomie;
• Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine;
• Excellente connaissance du français et grande capacité de rédaction et de synthèse;
• Capacité de travailler en équipe;
• Capacité de travailler sous pression;
• Respect et adaptation en matière de culture genre, religion, race, nationalité et âge.

4) COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES
Les dossiers de candidatures doivent être constitués de:
• Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO;
• Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site:
www.fao.org/fileadmin/user_upload/Employment/ADM11f.doc
NB: Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien : www.fao.org/fileadmin/user_upload/.../docs/CONSEILS_GS.pdf
• Un Curriculum Vitae
• Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.
• Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº011/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste»;

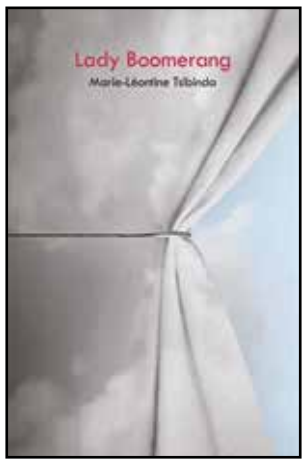
• La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017;
• Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à:
FAO-CG@fao.org
• Objet: AVIS DE VACANCE DE POSTE Nº011/FRCON/2017.

Brazzaville, le 10 juillet 2017

Roman

«Lady Boomerang», le coup d'essai de Marie-Léontine Tsibinda

Il a paru, en 2017, aux Editions Interligne du Canada, dans la collection Vertiges. Il porte le titre de *Lady Boomerang*: tout un programme d'événements écrits à la manière d'un roman-poursuite à épisodes liés les uns aux autres et animés par la figure vaillante de son héroïne emblématique: Santou Mango-Mango, fille de feue Ntinu Luaka, engloutie dans la crue d'une rivière, partie sans sépulture, et de feu Nitou, victime d'un accident de la route suspect ou mal élucidé.



La couverture du roman.

Marie-Léontine Tsibinda.

Ce personnage central, jeune, est bâti à l'image d'une princesse de caractère qui, très tôt orpheline, affronte tous les coups de la vie africaine: misère, déceptions et conflits relationnels, scolarité difficile, harcèlement sexuel, maladie. Elle meurt mystiquement dans les eaux et ressuscite à l'existence physique. Un va-et-vient entre le réel et l'extra-réel. L'extra-réel, une expression qui tente de refuser l'utilisation du mot ambigu, caricaturé, galvaudé et dévalué d'imaginaire. L'approche de Marie-Léontine Tsibinda suggère que les réels sont diversifiés et que l'art authentique du créateur d'écriture ne saurait s'emprisonner dans celui qui s'offre immédiatement à nos yeux.

L'imaginaire est, souvent, perçu par le sens commun comme un *«non-monde»*, une *«non-réalité»*, une fiction bon marché, une lubie qui fait sourire en coin les bonnes consciences. L'auteure se libère de ces catégories de jugement restrictives, étriquées et fait évoluer allègrement certains de ses personnages dans le double jeu du songe et du présent environnant (Ntinu Luaka, Santu, Nzenza l'homme d'argent véreux à la limite de la férocité et surtout Reine Avelela Mountou). Ces personnages prolixes basculent aisément de la réalité physique vers la réalité cosmique, sans crier gare. Le roman en prend une saveur mentale plus attrayante, à mon avis, et s'appuie sur ce trait d'originalité, pour nous inviter à regarder nos existences éreintées avec plus de lucidité. Pourquoi l'être se vautre-t-il dans cette suffisance qui prépare sa propre nécrose, dans cet orgueil dévastateur qui chemine sur des pavés de massacres de tous genres, pourquoi organise-t-il l'accouchement de ses infirmités et de ses dérives? L'argent, le pouvoir quelconque, la folie des ivresses l'aveuglent.

Marie-Léontine Tsibinda décrit (avec un faste de détails) le quotidien d'un village, d'une ville pris dans les affres des mutations où toutes les batailles sont engagées et assaillent l'individu, où le droit d'être devient un parcours du combattant. L'humanité est une conquête: c'est la devise intérieure qui fonde le courage de Santou et qui, un moment, la fait sortir d'un état de dépression nerveuse survenu à la suite d'une conjugaison d'infortunes. A ses côtés, Dalila, ex-deuxième-épouse et veuve de son père, pleine de sollicitude et de finesse. Sans oublier Reine Avelela Mountou, femme-sirène, femme surgie dans la vie des vivants, pour lutter, armée d'un optimisme contagieux.

Ce livre se lit bien. Parce que mené par une écrivaine qui possède une longue pratique éprouvée de plusieurs genres littéraires. Parce que la narration ne s'encombre pas de «remplissage», elle navigue, en narguant les écueils, suscitant ainsi l'intérêt de la lecture.

Ecrire, c'est toujours naître devant des personnages neufs. L'écrivaine se tient devant ce défi. Son texte pourrait nourrir le souffle d'autres textes de la même carrure, sinon plus. On le sent. Bon vent, l'artiste!

Matondo-Kubu TURE

Festival Pointe-Noire Fashion week

Pour revaloriser la mode d'Afrique centrale

Dénommé *«Pointe-Noire Fashion week»*, le premier festival de la mode qui se déroulera du 11 au 16 septembre prochain, à Pointe-Noire, aura pour but essentiel de promouvoir l'art vestimentaire d'Afrique centrale. Et l'initiative vaut le contexte. L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse animée le 7 juillet dernier, à l'Hôtel Elais de Pointe-Noire, par les organisateurs du festival, à savoir : Gena Noah, responsable de BME couture, Tara Makosso, journaliste et chargée de communication, et HLinéaire Picken, directeur artistique de Fashion Week. En présence d'Aliette Parfonry, directrice de l'Hôtel Elais.

pendant la conférence de presse. de gauche à droite, géna noah, aliette parfonry, tara makosso et Hlinéaire Picken.

Selon les orateurs, l'idée d'organiser un tel festival procède d'une réalité peu reluisante en matière de mode en Afrique, en général, et au Congo, en particulier. Se heurtant à plusieurs facteurs d'ordre culturel, comme son assimilation à la délinquance, la mode a encore un long chemin à parcourir dans la sous-région. «*Effectivement, la mode est encore victime de stigmatisation, la réduisant au féminisme et au voyoutisme*», a souligné Gena Noah, dans son intervention. Ce qui, sans doute, explique que nombre de stylistes modélistes d'Afrique centrale soient moins visibles à l'échelle internationale, alors qu'en réalité, ils ont des talents inestimables à faire valoir.

Les objectifs du festival semblent donc à la mesure de ce contexte peu reluisant. «*Promouvoir les créateurs de mode au Congo qui participent à la création d'un véritable marché de la mode en Afrique centrale et la création d'une plateforme panafricaine de mode et présenter, par l'entremise d'un brassage culturel, le travail de différents designers et créateurs de mode venus d'Afrique*», ainsi qu'il est notifié dans le dossier de presse annonçant l'événement. Des objectifs dont l'atteinte passe par une série d'activités, parmi lesquelles l'organisation des castings des acteurs du secteur de la mode, l'organisation des sessions de perfectionnement et de recyclage de mannequins, la création d'un fonds de charité pour les personnes désœuvrées et la promotion des marques à travers des égéries.

C'est donc en raison de ces nobles objectifs que l'équipe organisatrice de Pointe-Noire fashion week prévoit plusieurs volets, durant le festival : exposition/vente, défilés de mode, showcase, soirée de gala. Pour une première, ce sera un coup de maître, car l'ambition sera de faire de la capitale économique congolaise, une *«plateforme physique incontournable pour l'industrie de la mode africaine»*.

Les créateurs de mode et autres artistes n'ont qu'à se rapprocher de l'équipe de Pointe-Noire Fashion week, pour être édifiés sur les critères de participation.

John NDINGA-NGOMA

Pour tout contact : Tara de Mak, Tél.: (242) 06 634 18 03

10e édition du festival international Kimoko

Très grandiose était la fête!

Démarrées le 4 juillet 2017, dans la salle de spectacle de l'Institut français de Pointe-Noire, les festivités de la dixième édition du festival international Kimoko ont pris fin, dimanche 9 juillet dernier, à l'esplanade du Centre culturel Jean-Baptiste Tati-Loutard, devant un public nombreux qui ne voulait pas repartir à la maison. Et pour cause? La fête était très grandiose.

Un artiste recevant son diplôme.

Peu avant le mot de clôture de Chardin Alphonse Nkala, directeur du festival international Kimoko, le public, pendant une demi-heure, était suspendu aux lèvres du conteur congolais Gabriel Kinsa, résidant en France. Celui-ci a présenté, dans un style pédagogique, amusant et truffé d'humour, deux contes kongo.

Faisant le bilan de cette dixième édition, Alphonse Chardin Nkala s'est dit satisfait: *«Avec le peu que nous avons reçu de la part de nos traditionnels sponsors, nous avons pu tenir notre pari. Nous avons eu une programmation qui a satisfait la plupart de nos spectateurs qui ont fait le déplacement dans les différents sites retenus du festival, à savoir: le Centre culturel Jean-Baptiste Tati-Loutard, l'Institut Français, l'espace du Trentenaire et le Village du festival. En réussissant à mettre ensemble les artistes comme: Gabriel Kinsa, de France; Defunzu, du Gabon; Valery Ndongo et Olivier Ngoundé, du Cameroun; Hippeur, de Brazzaville; avec les artistes et groupes locaux tels: La compagnie Issima, de Germaine Ololo; le Théâtre de Coulisse, Racine, Lionnel Kombo de Bayonne, le groupe tradi-moderne Kiburikidi et bien d'autres, n'est pas chose aisée. Et, nous pouvons conclure que: mission accomplie, je suis satisfait».* tous les participants et les sponsors ont été gratifiés des diplôme.

Le concert de clôture du festival était animé par le tonitruant groupe tradi-moderne Kiburikidi. Notons que, la soirée s'est achevée tard dans la nuit. Et les spectateurs qui en redemandaient ne voulaient pas rentrer chez eux. Toutefois, ils se sont donné rendez-vous pour la onzième édition, qui se tiendra à Pointe-Noire, le premier mardi du mois de juillet 2018.

Equateur Denis NGUIMBI

ERRATA

Dans l'article sur l'orchestre S.b.b (Super Boboto de Brazzaville), publié dans l'édition du mardi 11 juillet 2017, en page 17, nous nous sommes gourrés sur la légende d'une photo. Au lieu de : Milandou Michou, lire, plutôt, Mienandi Michou. Ce virtuose qui a été rappelé à Dieu, en 1978, et non en 1986, comme nous l'avons, aussi, malencontreusement écrit. Toutes nos excuses pour ces erreurs.

LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale, d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique

Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE
Direction - Tel: (242) 06.678.76.94 / 06.664.00.47

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.

Président:
Mgr Miguel Angel OLAVERRI,
Evêque de Pointe-Noire
Vice-Président
Mgr Anatole MILANDOU
Archevêque de Brazzaville
Directeur de Publication:
Joachim MBANZA
Secrétaire de rédaction
Véran Carrhol YANGA
Tel: (242) 06.668.24.72/ 01 116 63 33

Saisie&Montage (PAO):
Atelier La Semaine Africaine
Service Commercial:
Brazzaville:
Tél.: 06.889.98.99
05.528.03.94
Pointe-Noire:
Tel:05.557.78.71
06.655.80.03 / 05.553.16.93

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr
Site Internet: lasemaineafricaine.net

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo

Tél : 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire : 00881631518213

Facsimilé : 00(242)2814513
E-mail : FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE

N°012/FRCON/2017

Date de publication : 10 juillet 2017
Date limite de dépôt des candidatures : 21 juillet 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/PRC/3604 intitulé « Appui à l'élaboration du schéma directeur sur la valorisation intégrée des ressources en eaux pour l'agriculture et l'élevage en République du Congo : Départements de la Cuvette, Plateaux, Pool, Niari, Kouilou et Bouenza.», la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en République du Congo lance cet avis de vacance de poste pour recruter :

Un(e) Consultant(e) National(e), Spécialiste en Elevage

Lieu d'affectation :
Brazzaville, Congo

Durée du contrat : 120 jours (4 mois) étalés sur 2 ans.

1) DESCRIPTIONS DU POSTE

Sous la supervision globale de Madame la Représentante de la FAO au Congo et sous la supervision technique de la Division Terres et Eaux (Rome) et du fonctionnaire en charge des Terres et des Eaux au Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique (SFC), en étroite collaboration avec le Consultant International CTPD expert en élevage, le Consultant National, Spécialiste en élevage sera chargé de :

• Faire l'état des lieux des différentes productions animales et l'esquisse des chaînes de valeurs principales des productions animales ;
• Produire une estimation des valeurs marchandes annuelles et le potentiel de progression pour chacune des spéculations ;
• Faire le diagnostic des déficits d'appui techniques et financier aux producteurs ;
• Proposer des options d'investissement agricole et non agricole pour améliorer les productions des animaux à cycle court (petits ruminants, porcins, volailles, lapins etc.) ;
• Faire l'état des lieux des pâturages possibles et leur aménagement. Cet état des lieux devra ressortir :

a) des cartes géo référencées des pâturages possibles, leur état écologique, et proposer des infrastructures d'aménagement appropriées;

b) une analyse de leur capacité de charge au regard des besoins estimés sur trois années et l'estimation des besoins en investissement pour offrir un plein potentiel aux producteurs ;

• Proposer un schéma géo référencé des infrastructures capables d'offrir un ensemble de services aux pasteurs et agropasteurs comprenant notamment :

a) des aliments pour animaux (pâturages naturels, cultures fourragères, aliments commerciaux et compléments alimentaires) ;

b) de l'eau à multiple usages (animaux et hommes, y compris pendant la période sèche pour le Département des Plateaux) ;

c) des services vétérinaires de qualité et facilement accessibles à tous (soins, conseils, médicaments etc.) ;

d) des services sociaux de base pour les ménages (écoles, centre de santé, marchés, pistes etc…) ;

• Faire l'état des lieux des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits d'élevage (abattoirs, laiteries, centres de collecte de lait, marché, systèmes de valorisation des produits du 5e quartier, systèmes de contrôle et de certification des produits) ;
• Proposer des actions de renforcement des capacités.

2) PRODUITS ATTENDUS DU CONSULTANT(E)

Produits attendus	Date d'achèvement exigée
En collaboration avec le Consultant CTPD Expert en Elevage, produire les documents suivant : • Un rapport de diagnostic sur l'état des lieux des productions animales y compris les chaines de valeur ;	Octobre 2017
• Un Document de travail devant permettre d'élaborer un schéma directeur sur l'utilisation des ressources en eaux dans les zones cibles du projet ;	Février 2018
• Un document de travail devant permettre l'élaboration d'un Plan d'actions et d'investissement pour la mise en œuvre du schéma directeur.	Février 2018

3) QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES

• Un diplôme d'Ingénieur en Agronomie, spécialiste en Elevage ;
• Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine ;
• Excellente connaissance du français et grande capacité de rédaction et de synthèse ;
• Capacité de travailler en équipe ;
• Capacité de travailler sous pression ;
• Respect et adaptation en matière de culture genre, religion, race, nationalité et âge.

4)COMPOSITION, DATE ET LIEUX DE DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures doivent être constitués de :

• Une lettre de motivation à adresser à Madame la Représentante de la FAO ;
• Un PHF ou P11 à retirer à la FAO ou à télécharger sur le site :
www.fao.org/fileadmin/user_upload/Employment/ADM11f.doc

NB : Vous pouvez vous enquérir des conseils pour le remplissage du PHF en allant sur le lien : www.fao.org/fileadmin/user_upload/.../docs/CONSEILS_GS.pdf

• Un Curriculum Vitae ;
• Les copies des diplômes et, si possible, les certificats de travail des précédents employeurs.
• Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé, en précisant sur l'enveloppe la mention «AVIS DE VACANCE DE POSTE N°012/FRCON/2017» et «l'intitulé du poste » ;
• La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 juillet 2017 ;
• Les dossiers doivent être déposés à la réception de la Représentation de la FAO, du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00 et le vendredi de 8h30 à 14h00, ou par e-mail à :
FAO-CG@fao.org
• Objet : AVIS DE VACANCE DE POSTE N°012/FRCON/2017.

Brazzaville, le 10 juillet 2017

Football/Jeux de la Francophonie

Vingt "Diables-Rouges" à l'assaut d'Abidjan

Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, accueillera, du 20 au 30 juillet 2017, la 8e édition des Jeux de la Francophonie. Le Congo y sera comme en 1961, quand il participa aux Jeux de l'Amitié organisés dans cette ville. Cette fois, par le truchement de son équipe nationale des moins de 20 ans, les Jeux de la Francophonie étant désormais réservée à cette catégorie d'âge.

Vingt jeunes feront le voyage d'Abidjan, sous la férule de l'entraîneur brésilien Valdo. Ils iront plus ou moins convaincants. Ils semblent décidés non seulement à se défendre, mais à jouer les premiers rôles. Car le Congo est déjà deux fois vainqueur de la compétition: en 2009, à Beyrouth (Liban), et en 2013, à Nice (France). Et, une fois, il est rentré couvert d'argent d'Antananarivo (Madagascar), en 1997, et deux fois, médaillé de bronze, en 1991 et 1989, respectivement à Paris (France) et Rabat (Maroc). La cuvée 2017 des Diables-Rouges U20 est précédée de ces spectres.

La cuvée 2013 des Diables-Rouges vainqueur à Nice. (Ph d'arch.)

Le Congo est logé dans le groupe B, où il en découdra avec le Cameroun, le Mali et le Niger. Qui sont ces joueurs sur lesquels le Brésilien Valdo place sa confiance?

Le nouveau coach des U20 congolais a choisi deux gardiens de but: Joe Ombandza (F.C Kondzo) et Perrauld Ndinga Tsatou (Patronage Sainte-Anne); sept défenseurs: Baron Kibamba (CARA), Guy Danga Bossina (J.S.P), Zabrown Imouélé Ngampio (A.C Léopards), Dorvel Dibékou (Etoile du Congo), Julfin Ondongo (Etoile du Congo), Prince Maléké (Diables-Noirs), Dany Massala Maléké (Diables-Noirs); six milieux de terrains: Guy Bissefou Makaya (Diables-Noirs), Brel Mohendiki (J.S.T), Mignon Etou Mban (Etoile du Congo), Wilfried Nkaya (CARA), Nicolas Ondama Nguessi (CARA), Prestige Vieljeux Mboungou (CARA); enfin, cinq attaquants: Jeasnique Konkani Mampouya (Jeunes Fauves), Guy Carel Mbenza (A.C Léopards), Arda Cabwey Kivutuka (CARA), Emmanuel Milandou (La Mancha), Rox Oyoh Thoury (Etoile du Congo).

Les férus congolais de football attendent d'eux, naturellement, des prouesses. Malheureusement, ils n'ont pas bénéficié d'une préparation d'ensemble adéquate.

Jean ZENGABIO

Jean-Didier Elongo, coordonnateur de la Fondation Terre Tongo

«Le Festi-Cup favorise le brassage sportif et culturel...»

Du 28 juin au 4 juillet 2017 a eu lieu, à Tongo, la 8e édition du Festi-Cup Jean-Jacques Bouya. Qui est en train de devenir une institution sportive et culturelle, comme l'a déclaré Jean-Didier Elongo, cheville ouvrière de cet événement annuel.

**Au moment où les festivaliers quittent Tongo, les uns après les autres, quel est le sentiment qui prédomine, en votre qualité de cheville ouvrière du Festi-Cup Jean-Jacques Bouya?*

**On a passé une semaine extraordinaire ici à Tongo. Nous en sommes à la 8e édition, ce qui fait que cet événement n'est pas loin de devenir une institution sportive et culturelle favorisant le brassage sportif et culturel dont notre pays a besoin pour vivre en paix. Par les temps qui courent, réunir les enfants du Pool et des autres départements dans la Cuvette, est un signal fort de ce que l'unité entre les fils et filles de ce pays est bien possible en dépit de nos différences. Parfois, ce sont les festivaliers qui réclament leur participation à cet événement. En politique, nombreux n'ont commencé de parler du vivre ensemble que récemment, mais nous nous le pratiquons depuis longtemps à travers le sport et les soirées culturelles que nous organisons une semaine durant.

**Quelle est la particularité de l'édition de cette année?*

**C'est la solidarité qui s'est installée entre les festivaliers et le comité d'organisation. C'est d'ailleurs grâce à eux que ce rendez-vous annuel a

Jean-Didier Elongo.

lieu régulièrement et nous les en félicitons. Nous remercions, également, les parents qui ont accepté de faire venir leurs enfants ici.

**Un jour, le Festi-Cup peut-il être organisé ailleurs?*

**Nous voulions même faire un Festi-Cup tournant, mais les difficultés sont telles que si on n'a pas un financement, si on n'a pas les coudées franches, si on n'est pas soutenu, on ne peut pas le réaliser. L'avantage ici est que nous avons des installations et un site où loger les festivaliers. Délocaliser suppose plus de moyens, c'est un projet, mais cela ne se réalisera pas de sitôt. Je lance un vibrant appel à ceux qui peuvent nous aider de ne pas hésiter à le faire.

**Que faudrait-il améliorer pour rendre cet événement plus attractif les années à venir?*

**Nous sommes dans une petite bourgade, recevoir 600 à 800 invités, ce n'est pas chose aisée. Il a manqué par exemple la conférence-débat, mais celui qui devait l'animer a eu un empêchement de dernière heure. Pour le reste, il s'agit d'améliorer l'organisation du tournoi de football et celui de nzango, puis d'étoffer la participation des groupes artistiques.

**Comment aider les jeunes footballeurs qui participent à ce tournoi à faire une grande carrière?*

**Nous leur donnons la chance de faire partie de notre équipe de football de Ligue 1. Certains s'adaptent, d'autres pas. Mais, Tongo F.C ne pouvant s'accaparer de tous les jeunes, nous lançons u appel à nos frères et collègues des autres clubs à faire le déplacement de Tongo, peut-être qu'ils auront le bonheur de dénicher la perle rare pour leurs équipes respectives.

Propos recueillis
par Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Condoléances

C'est avec beaucoup d'émotion que nous avons appris le décès de l'ancien président du comité intérimaire de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), Thomas Bakala Mayinda '' Rex". Il a rejoint le monde du silence, samedi 1er juillet 2017, au C.h.u-B., des suites d'un accident vasculaire cérébral. A 59 ans.

Patron des renseignements généraux à la direction générale de la police, ''Rex" n'était pas moins un grand dirigeant sportif, de football particulièrement. A ce titre, il avait participé à la renaissance de l'A.S Police, vers la fin des années 80, aux côtés du général Pierre Oba, de Joseph Malonda, Valentin Bongo, Alain Makosso, Georges Nkanza, Malonga ''Mathis", etc., avant d'en devenir un des vice-présidents. Puis, il a été vice-président de la Fécofoot, en 2006, sous l'ère Antoine Ibovi. En 2010, la Fifa l'a nommé président du comité intérimaire de l'instance dirigeante du football, suite à la crise survenue lors de l'élection avortée de la Fécofoot.

Thomas Bakala Mayinda a été inhumé, samedi 8 juillet, à Mayombo (dans la Bouenza), son village natal, dans la plus grande intimité familiale.

La Semaine Africaine présente ses sincères condoléances à sa famille éplorée.

Le saviez-vous?

-Les demi-finales aller de la Coupe du Congo de football n'auront plus lieu le 23 juillet, comme initialement prévu, mais le mardi 18 juillet 2017. A Brazzaville, CARA en découdra avec Tongo F.C, tandis qu'à Dolisie, l'A.C Léopards accordera son hospitalité au Patronage Sainte-Anne.

-En matches avancés de la 25e journée du championnat national de football d'élite Ligue 1, Patronage Sainte-Anne et F.C Nathalys ont fait jeu égal (0-0), tandis qu'Inter Club a épinglé F.C Kondzo (2-1)., CARA-A.S Otohô (2-1).

Athlétisme

Résultats techniques des championnats de la zone 2

L'annexe du Complexe sportif Président Alphonse Massamba-Débat a abrité, les 7 et 8 juillet 2017, les championnats de la zone 2 d'athlétisme. Ils ont connu la participation des ligues de Brazzaville, du Pool, des Plateaux et de la Likouala. Comme promis, nous en publions les résultats techniques.

Dames.

100m cadettes: 1.Berliche Ayéla (Brazza/13''40). 2.Patronne Kouvoutoukila (Brazza/13"65).3.Leaticia Niari (Plateaux/13"88).
100m juniors: 1.Béatrice Ngambomo (Plateaux/13"96). 2.Sarah Diakoundila (Pool/14"34).
100m seniors: 1.Baleba Ntini (Brazza/12"28). 2.Prisca Nganga (Brazza/12"66). 3.Moubakantsi Camara (Brazza/13"34).
1500m seniors: 1.Paule Bidimbou (Brazza/5'06"91).
Longueur cadettes: 1.Patronne Kouvoutoukila (Brazza/4,98m). 2.Leaticia Niari (Plateaux/4,69m). 3.Evedieu Samba (Brazza/4,43m).
Longueur juniors: 1.Chancelvie Moundzelo (Likouala/3,71m)
Longueur seniors: 1. Ntini Babéla (Brazza/5,32m). 2.Nephtalie Bongoma (Likouala/5,20m). 3.Béatrice Ngambomo (Plateaux/4,13m).
Poids seniors: 1. Nephtalie Bongoma (Likouala/6,43m). 2.Amira Samba (Brazza/5,80m)
20km marche: 1.Dottiah Nkazi (Brazza/2h31'03''29). 2.Careble Mandie (Brazza/3h00'02"82).

Hommes.

100m cadets: 1.Bayoka Mbemba (Brazza/11"08). 2.Clark Ngoma (Brazza/11"41). 3.Steve Tamoundélé (Brazza/11"71)
100m juniors: 1.Anderson Bita (Brazza/10"94). 2.Blandy Lendzéké (Brazza/11"20). 3.Brandon Nikoué (Brazza/11"47).
100m seniors: 1.Kamara Dékamo (Brazza/10''77). 2.Audelin Ngantsui (Brazza/11"05. 3.Gerdan Bantsimba Mboko (Pool/11"88).
20km marche: 1.Koukaba Vouidibio (Brazza/1h51'25"87). 2.Roméo Ambomo (Brazza/2h02'3"67).
400m cadets: 1.Ngakeni Péa (Brazza/52"80).
400m juniors: 1.Honoré Kassa (Brazza/54"38). 2.Claudel Kinouani (Brazza/54"94). 3.Dibril Mabandza (Pool/56"41).
400m seniors: 1.Dieuveil Mayouma (Brazza/49"97). 2.Ndouniama Mfoudikila (Brazza/53"25).
1500m cadets: 1.Josué Mougany (Brazza/4'22"55). 2.Sergy Ngoyi (Brazza/4'29"22). 3.Aggée Dimonékéné Loukéba (4'43"96)
1500m juniors: 1.Moubio Léboutou (Brazza/4'22"86)
1500m seniors: 1.Alex Ngouari Mboussi (Brazza/3'53''12). 2.Pandzoun Nsiloulou (Brazza/4'13"05).
Longueur cadets: 1.Marc Yombé Bofika (Likouala/6,07m)
Longueur juniors: 1. Mvouama (Pool/6,20m)
Longueur seniors: 1.Aude Ndamba (Brazza/6,61m). 2.Sagesse Ngoulou (Plateaux/6,26m). 3.Brandon Nikoué (Brazza/6,26m).
Disque cadets: 1.Loic Bakenga (Brazza/24,34m)
Disque juniors: 1.Djovani Moussoungou (Brazza/20,05m)
Poids cadets: 1. Loïc Bakenga (Brazza/9,56m)
Poids juniors: 1.Djovani Moussoungou (Brazza/8,45m)
Poids seniors: 1. Thinold Etsea (Plateaux/8,69m). 2.Chancel Ignace Ebana (Likouala/10,92m). 3.Basile Aka (Brazza/7,75m)
20km marche: 1.Koukaba Vouidibio (Brazza/1h51'25"87). 2.Roméo Ambomo (Brazza/2h02'3"67)

Basket-ball

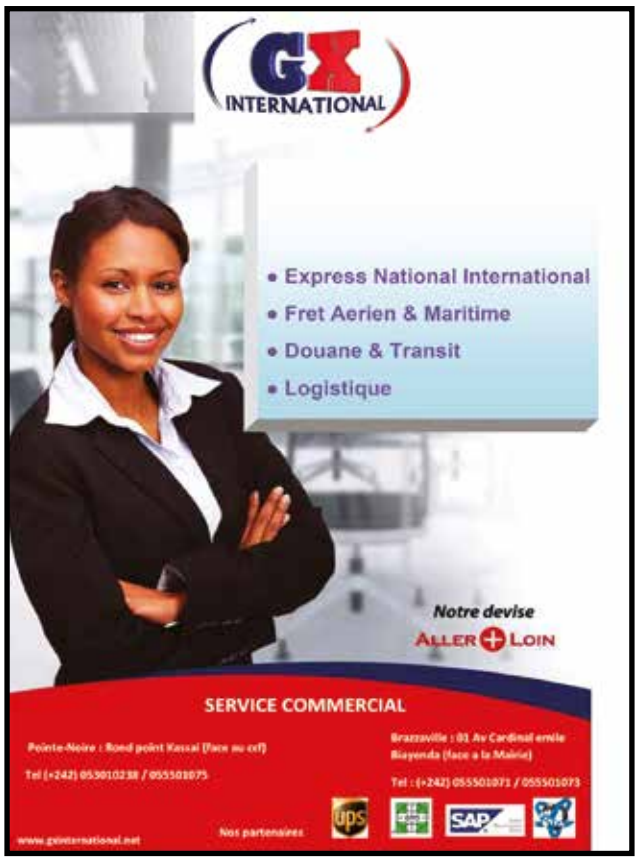
Derniers résultats de la Coupe de la Ville

CARA-A.S.G (82-132), Anges-Noirs-Liber Basket (61-53), Avenir du rail-Inter Club (54-84), R.B.C-A.S Thomas (57-58), Etoile du Congo-R.C.O (86-69), Diables-Noirs B.B.I-Diables-Noirs B.B II (78-38). Inter Club-R.B.C (91-51), A.S Thomas-B.C.M (59-71), R.C.O-CARA (73-78), A.S Grandeur-Anges-Noirs (84-44), Liber Basket-Patronage Sainte-Anne (44-72), Diables-Noirs B.B II-Avenir du rail (20-00/FF).

Lees demi-finales ont lieu le 9 août 2017: Inter Club-Etoile du Congo et A.S la Grandeur-Diables-Noirs B.B I.

Par ailleurs, la deuxième phase du championnat, appelée Play-off, a vécu ses premières heures, mercredi 12 juillet: A.S La Grandeur-B.C.M (104-62) et Inter Club-Anges-Noirs (92-36).

G.M.

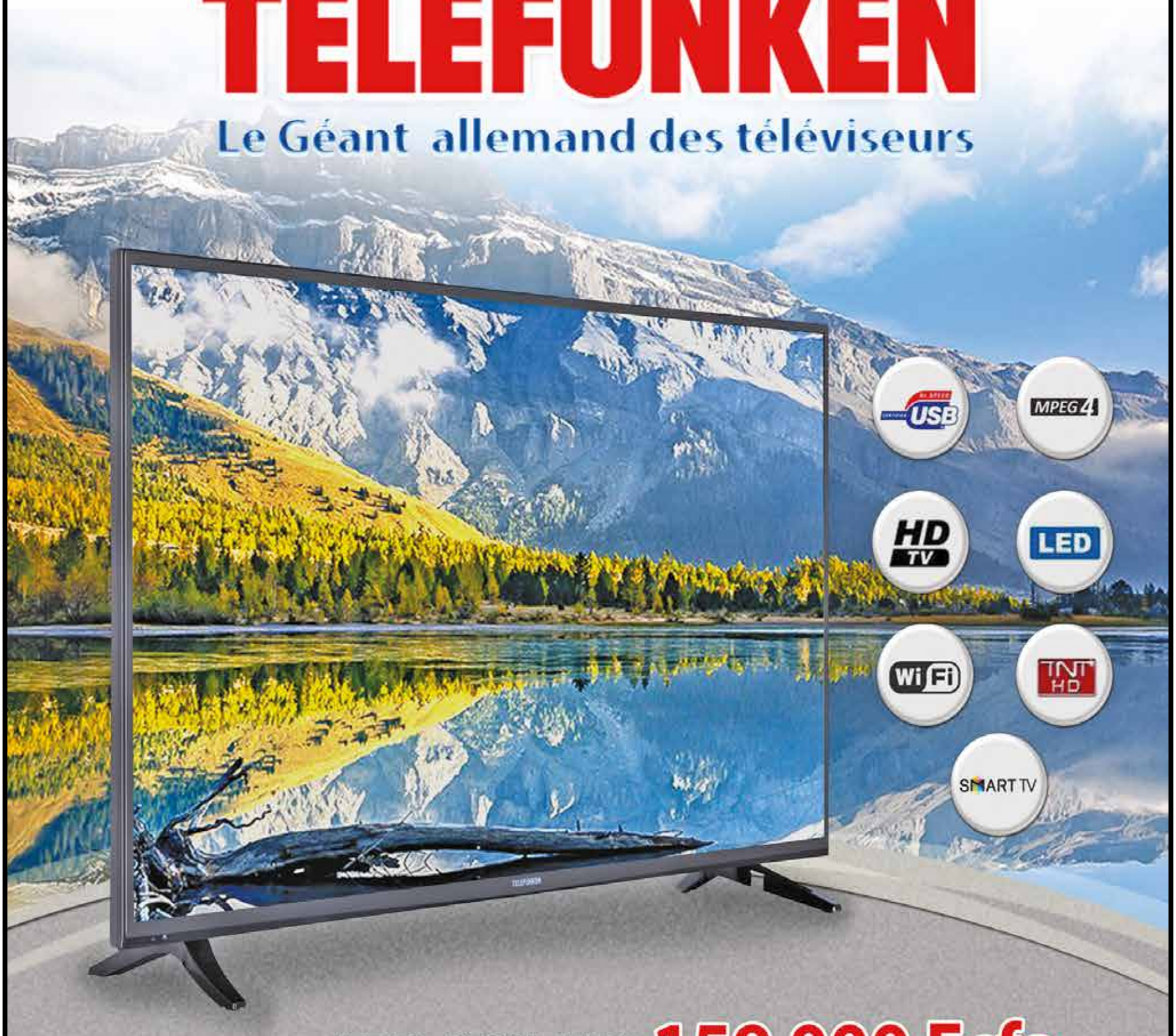


PUB

BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32'' HD: 159 000 Fcfa

LED 40'' FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48'' FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55'' FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65'' FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56